

l'Anticapitaliste

n°320 | 21 janvier 2016 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

Le 26 janvier, le 30, et après

SALAIRES
EMPLOIS
ETAT D'URGENCE
SERVICES PUBLICS
CRIMINALISATION



IMPOSONS L'ÉTAT D'URGENCE SOCIALE ET DÉMOCRATIQUE!

Dossier

QUAND LES
MULTINATIONALES
DÉTRUISENT LA PLANÈTE

Pages 6 et 7

ÉDITO

Les escrocs,
les menteurs et leur justice
Page 2

PREMIER PLAN

Migrants: contre l'Europe
des camps de la honte et
des barbelés! Page 3



ACTU INTERNATIONALE

Après les événements de Cologne
Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Xavier Mathieu sur la
criminalisation du mouvement social
Page 12



édito

Par YVAN LEMAITRE

Les escrocs, les menteurs et leur justice

Huit ans après, l'affaire Kerviel revient devant la justice pour une demande devant la Cour de cassation de révision du procès et devant la cour d'appel de Versailles qui doit réexaminer le montant exorbitant des dommages et intérêts – 4,9 milliards d'euros – réclamés par la Société générale.

Au même moment, sont publiés dans la presse les propos tenus par une magistrate, Chantal de Leiris, ancienne vice-procureure du parquet de Paris, travaillant à la section financière et chargée à ce titre du dossier en 2008 et 2012. Ces propos confirment la déposition faite par la commandante de police Nathalie Le Roy qui avait été écartée de l'enquête. « Quand vous en parlez, tous les gens qui sont un peu dans la finance, ils rigolent, sachant très bien que la Société générale savait. (...) La Société générale savait, savait, c'est évident, évident », déclare la magistrate...

Oui, c'est évident, la Société générale savait. Elle sait surtout qu'elle spéculait en permanence au casino de la finance mondiale. Elle a laissé son trader engager plus de 50 milliards d'euros, à l'époque 1,5 fois les fonds propres de la banque, sur les marchés. Ce récit vient aussi confirmer « les pressions, des ordres venus d'au-dessus, de la hiérarchie » pour ne surtout pas rouvrir le dossier.

« J'ai eu le sentiment d'avoir été instrumentalisée par la Société générale », avait confié l'enquêtrice de la brigade financière. La magistrate confirme tous les manquements de l'enquête : destruction de messages internes demandée par des responsables de la banque ; effacement de parties des bandes censées avoir enregistré les conversations entre Jérôme Kerviel et sa hiérarchie ; refus de toutes les expertises sur les pertes de la Société générale, alors que l'État lui a consenti 2 milliards d'euros de crédit d'impôt, aussitôt reversés aux actionnaires ; refus d'entendre les témoins ; pressions de la Société générale, des pouvoirs publics... Trader zélé, Kerviel s'est prêté à cette folie spéculative, jouet de ceux qui tirent les ficelles, soumettent les pouvoirs publics qui sont leur débiteur à leur volonté, ou plient la justice à leurs intérêts. Leur véritable procès, ce sera la population, les travailleurs, toutes les victimes quotidiennes de cette folie financière, qui le feront pour décréter une condamnation sans appel...

BIEN DIT

En 2016, faire planer la menace de punir quelqu'un qui vient en aide aux personnes défavorisées, c'est incroyable, c'est contre les droits de l'homme. (...) On a cherché la petite bête, on a sorti une peine de 1 000 euros parce qu'il n'avait pas mis la ceinture de sécurité à la petite fille.

Le comédien VINCENT LINDON, sur France Inter vendredi 15 janvier, à propos de la condamnation pour « mise en danger de la vie d'autrui » de Rob Lawrie, coupable d'avoir caché dans son véhicule, à la demande de son père, une fillette afghane de 4 ans pour la sortir de la « jungle » de Calais...

À la Une

Imposons l'état d'urgence sociale et démocratique !

La condamnation à 24 mois de prison, dont 9 mois fermes, de 8 ex-salariés de l'usine Goodyear d'Amiens, fermée en janvier 2014 en laissant 1 450 ouvriers sur le carreau, est de la responsabilité directe du gouvernement Hollande-Valls.

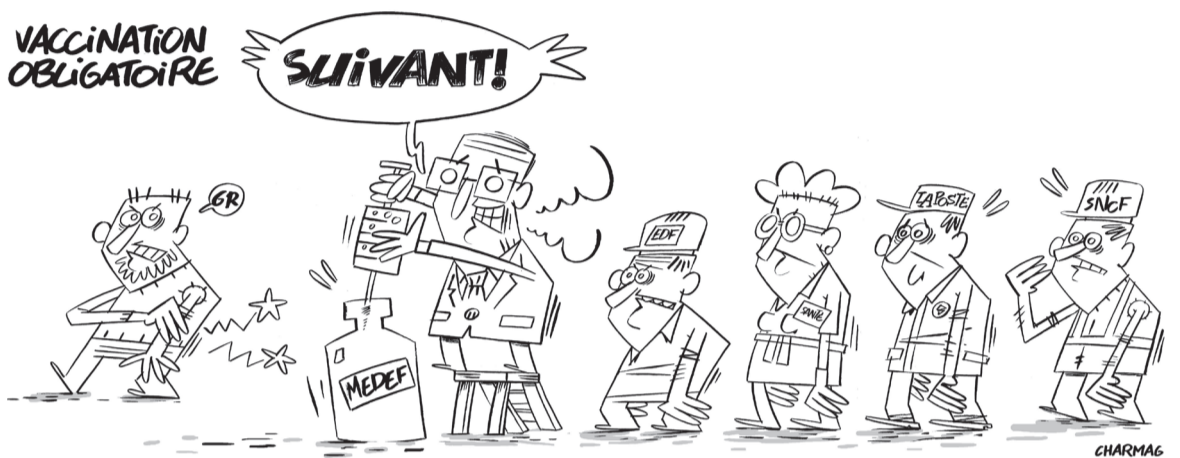
Alors que la direction de l'entreprise et les cadres, retenus quelques heures dans l'usine à l'annonce de la fermeture de celle-ci, avaient retiré leur plainte, c'est le parquet, aux ordres du pouvoir, qui a quand même poursuivi les salariés pour « séquestration et violences en réunion » ! Se battre pour sauver son emploi est désormais synonyme de criminalité.

Les patrons voyous sont choyés et arrosés d'argent public et les salariéEs sont virés, mis en garde à vue, arrêtés chez eux, traînés devant la justice qui porte plus que jamais son nom de justice « de classe ». Qu'ils soient salariéEs de La Poste, d'Air France, agriculteurs de la Zad de Notre-Dame-des-Landes, militants écologistes, tous n'ont qu'à bien se tenir et rentrer dans le rang. Sinon c'est la révocation, le licenciement, la matraque, la garde à vue, le prélèvement d'ADN et les procès.

De quoi l'état d'urgence est-il le nom ?

Dans la foulée des attentats, les immigréEs, les musulmanEs étaient les boucs émissaires idéaux : rien de tel qu'une bonne dose de racisme et d'islamophobie pour accompagner une grave remise en cause des droits démocratiques et augmenter les pouvoirs de la police.

Maintenant, la peine de prison ferme pour les Goodyear et l'accélération des poursuites contre les syndicalistes signalent une volonté claire d'intimider l'ensemble de notre classe en frappant une série d'équipes militantes combattives, emblématiques des luttes ouvrières de



ces dernières années. La finalité de l'état d'urgence est là : anticiper sur de futures explosions de colère en brisant par avance les ressorts de la mobilisation.

La colère sociale est toujours là

Le 26 janvier, les 5,2 millions de salariéEs de la fonction publique sont appelés à faire grève et à manifester par la CGT, FO, Solidaires et une majorité de sections départementales de la FSU. Un appel intersyndical plus large invite également les enseignantEs du second degré à faire grève de nouveau contre la réforme des collèges. Ce sera la première journée de mobilisation sociale à caractère national depuis l'instauration de l'état d'urgence, la première occasion pour des milliers de salariéEs de descendre dans la rue sans être visés par des interdictions de manifester ! Cela doit être la première motivation pour assurer le succès de cette journée : montrer que la période de sidération qui a suivi les attentats de novembre, puis

celle dominée par l'acceptation de la mise en place des mesures liberticides au nom de la lutte contre le terrorisme, sont désormais derrière nous.

Les fonctionnaires auront les premiers l'occasion de redonner à la colère sociale la visibilité qu'elle avait atteinte au moment de l'annonce des licenciements à Air France. Pour eux, les raisons de la colère sont nombreuses : blocage des salaires depuis 2010 et annoncé jusqu'en 2017, salaires au mérite avec le PPCR, suppressions massives de postes, mutations imposées avec la réforme territoriale, augmentation du temps de travail dans les hôpitaux, précarisation débridée avec la multiplication des emplois contractuels...

Dans l'éducation se rajoutent toutes les attaques engagées par Sarkozy et poursuivies par Hollande (« réformes » des rythmes scolaires, du lycée et du collège, du statut des enseignants du secondaire, démantèlement de l'éducation prioritaire...).

Pour la convergence des urgences sociales et démocratiques

Les directions des organisations syndicales FO, CGT, Solidaires ont fait le choix de n'appeler à la grève que les fonctionnaires. D'autres, comme celle de la CFTD, collaborent carrément avec le gouvernement dans les salons. C'est rageant car du côté des salariéEs du privé, les raisons de la colère ne manquent pas non plus, et une journée de grève interprofessionnelle aurait été la bienvenue. Les 100 000 signatures récoltées en quelques jours par la pétition lancée par les Goodyear contre leur condamnation témoignent qu'une frange significative de salariéEs et des militantEs ouvriers n'en peut plus de reculer et est disponible pour passer à la contre-offensive sociale. C'est donc le moment de regrouper les luttes, de leur donner un sens politique, en combinant les mobilisations pour les droits sociaux des travailleurs avec la dénonciation de l'état d'urgence et de la politique réactionnaire du gouvernement.

Marie-Hélène Duverger

TURQUIE

La guerre d'Erdogan s'étend aux universités

On aurait pu s'attendre à ce que l'attentat-suicide d'un militant de l'État Islamique causant la mort de 10 personnes en plein milieu du quartier touristique de Sultan Ahmet à Istanbul soit l'événement de la semaine en Turquie...

Mais cet horrible massacre (le quatrième en 6 mois après ceux de Diyarbakir, Suruç, Ankara), une conséquence de la désastreuse politique extérieure de l'AKP, ne mérita visiblement pas de rester à la Une plus de deux jours, le président Erdogan et son parti-État ayant décidé de déclarer la guerre... aux universitaires signataires d'une pétition revendiquant le retour aux conditions du cessez-le-feu et la reprise des négociations avec le mouvement kurde.

C'est sous le titre de « Nous ne serons pas complices de ce crime » que la pétition organisée

à l'initiative des « universitaires pour la paix » a recueilli 1128 signatures d'enseignants-chercheurs et a été rendue publique par une conférence de presse le 11 janvier. Dénonçant les politiques meurtrières de l'État turc, les signataires exigent que « cessent les massacres et l'exil forcé qui frappent les Kurdes et les peuples de ces régions, la levée des couvre-feu, que soient identifiés et sanctionnés ceux qui se sont rendus coupables de violations des droits de l'homme, et la réparation des pertes matérielles et morales subies par les citoyens dans les régions sous couvre-feu. À cette fin, nous exigeons que des

observateurs indépendants, internationaux et nationaux, puissent se rendre dans ces régions pour des missions d'observation et d'enquête ».

La chasse aux signataires

Relayé par les médias organiques du gouvernement, le discours haineux d'Erdogan et de son premier ministre Davutoglu qui n'hésitèrent pas à accuser cette « horde de pseudo-intellectuels » de trahison, de « complicité avec les terroristes », a provoqué une véritable chasse aux sorcières. Le jour même, le Conseil de l'enseignement supérieur, puis par la suite les rectorats, ont un par

un affirmé que la pétition était inacceptable et que le nécessaire allait être fait vis-à-vis des signataires... Et le chef de mafia d'extrême droite et grand supporter d'Erdogan, Sedat Peker, a déclaré encore une fois – comme ce fut le cas juste avant le massacre de Suruç – que « le sang allait couler à flot » et qu'« ils allaient prendre une douche avec le sang de ces terroristes ».

Dans plusieurs universités, les portes des bureaux des enseignants signataires ont été marquées par des croix. Dans des universités d'Anatolie, certains universitaires ont dû quitter la ville face aux menaces, suivant

Un monde à changer

LES CHIFFRES D'UNE INÉGALITÉ RÉVOLTANTE.

L'ONG Oxfam vient de publier le 18 janvier un nouveau rapport au titre éloquent : « Une économie au service des 1% »...

Après le récent rapport du Crédit Suisse portant sur la même question, ces nouveaux chiffres et calculs – tout à fait sérieux – donnent le tournis. D'après les calculs de l'ONG, en 2015, 62 personnes possédaient à elles seules les mêmes richesses que 3,5 milliards de personnes (soit la moitié la plus pauvre de l'humanité), contre 388 personnes en 2010. Précisons que sur ces 62 personnes, 53 sont des hommes... De plus, la fortune de ces 62 personnes les plus riches au monde a augmenté de 44 % entre 2010 et 2015, soit une hausse de 542 milliards de dollars, pour s'établir à 1760 milliards de dollars.

Parallèlement, les richesses de la moitié la plus pauvre de l'humanité ont diminué de plus de mille milliards de

dollars au cours de la même période, soit une chute de 41 %. Depuis le début de ce 21^e siècle, la moitié la plus pauvre de la population mondiale a bénéficié de seulement 1 % de l'augmentation totale des richesses mondiales, alors que les 1 % les plus riches se sont partagé la moitié de cette hausse.

Bref, des inégalités avec un grand I qui ne risquent pas d'être corrigées par un quelconque mécanisme de redistribution des richesses... Ainsi, d'après une analyse d'Oxfam menée sur 200 entreprises, notamment les plus puissantes au monde, et sur les partenaires stratégiques du Forum économique mondial, 9 entreprises sur 10 sont présentes dans au moins un paradis fiscal. Des investissements privés dans un réseau mondial de paradis fiscaux qui ont pratiquement quadruplé entre 2001 et 2014, pour atteindre aujourd'hui 7 600 milliards de dollars...

MIGRANT-E-S

Du mur d'Evros à Calais, contre l'Europe des camps de la honte et des barbelés!

Ce week-end sera l'occasion pour les antiracistes d'Europe de coordonner leurs actions dans leur lutte commune contre l'Europe forteresse, et de renforcer la solidarité avec les centaines de milliers de migrantEs fuyant les guerres et la misère.

Les antiracistes grecs et turcs contre le mur d'Evros

« Il est temps de briser le mur de la honte à Evros »!

À l'initiative de la coordination antifasciste et antiraciste Keerfa, il est prévu un week-end de mobilisation à la frontière gréco-turque d'Evros pour « en finir » avec ce mur de 12 km de béton et de barbelés conçu pour empêcher les migrantEs d'entrer sur le territoire européen. Dénoncé dès le début de sa construction par Amnesty International comme une « fausse et dangereuse solution », ce mur coupe tout accès terrestre aux réfugiés, les obligeant à emprunter la voie maritime responsable des milliers de morts en Méditerranée. Ce samedi 23 janvier, deux manifestations se

tiendront simultanément, l'une à Istanbul et l'autre à Alexandroupoli. Et le lendemain, les antiracistes turcs et grecs ont décidé de se retrouver de chaque côté de la frontière.

Manifestation internationale à Calais

En une semaine, la situation s'est encore dégradée dans la « jungle ». Outre le froid qui s'est installé, obligeant les habitantEs à se réchauffer dans des conditions dangereuses pour leur sécurité, les travaux de déblaiement/encerclement ont commencé (cf. *L'Anticapitaliste* n°319). Les pelleteuses sont entrées en action établissant un no man's land de 100 mètres en bordure de la rocade afin d'empêcher les migrantEs d'approcher le tunnel de l'Eurostar. Cette réduction du périmètre de la « jungle » entraîne la destruction de nombre lieux d'habitation. Les migrantEs ont lancé une pétition dénonçant cette situation : « Nous avons décidé de résister pacifiquement au projet du gouvernement de détruire nos maisons ».

À quelques jours de la manifestation de samedi, la mobilisation s'est renforcée. La LDH et le PG se sont joints à la liste initiale des signataires, la vente des places de cars

s'est emballée, des covoiturages s'organisent au départ de plusieurs villes, laissant présager une bonne participation. De leur côté, les antiracistes anglais de Stand up to racism ont confirmé leur participation à la manifestation et la présence dans leurs rangs de plusieurs députés. Samedi dernier, ils avaient une nouvelle fois perturbé le trafic de l'Eurostar par un die-in à la gare de Saint-Pancras de Londres.

Préparer la journée internationale contre le racisme du 19 mars

La mobilisation internationale de ce week-end n'est qu'une étape dans la construction d'un mouvement européen le plus large possible contre l'Europe forteresse, pour le droit de circulation et d'installation, contre

le racisme et le fascisme, pour le soutien aux migrantEs, pour la régularisation de tous les sans-papiers. En France, ce combat se conjugue avec la lutte contre l'état d'urgence et contre la guerre.

La route est encore longue, et la réussite relative des premiers meetings contre la déchéance de la nationalité pour les binationaux, contre l'état d'urgence ou contre l'islamophobie n'en sont qu'à leurs balbutiements. Il faudra pourtant que les progressistes français se hissent à la hauteur de leurs responsabilités et trouvent des convergences afin de construire un réel rapport de forces, seul capable de faire reculer le pouvoir et l'extrême droite.

Samedi, toutes et tous à Calais! « De l'air, de l'air, ouvrons les frontières! »

Alain Pojolat



Une peinture murale du petit Aylan, mort à cause de la barbarie des frontières... DR

les recommandations du recto-rat qui avouait ne pas pouvoir assurer leur sécurité. Moi-même signataire, mon nom et ceux de collègues de mon université ont été inscrits et présentés comme « enseignants traîtres liés aux terroristes » sur des tracts des

organisations de jeunesse de l'AKP et de l'extrême droite, distribués après la prière du vendredi. Des licenciements ont déjà eu lieu dans des universités privées. À Kocaeli, près d'Istanbul, 21 enseignants ont été interpellés à leur domicile et mis en garde à

vue dans le cadre d'une enquête ouverte pour « propagande terroriste » et « insulte à l'existence et à l'État turc ». Ils ont été relâchés dans la soirée.

Préserver les dernières graines de démocratie

En réaction, nous assistons à une solidarité formidable de la part des étudiants, d'enseignants non signataires de la pétition, avec diverses initiatives professionnelles pour la défense de la liberté d'expression. Ainsi, des pétitions et actions de journalistes, d'avocats, de cinéastes, de maisons d'éditions, de « cols blancs », d'écrivains, de syndicats, ont été organisées pour protester contre le lynchage délibéré sur ordre du gouvernement, ou directement en soutien aux revendications des universitaires. Nous recevons aussi une solidarité considérable au niveau international. C'est une nouvelle étape dans la construction du régime dictatorial

qu'Erdogan tente d'instaurer, en voulant en premier lieu restreindre dramatiquement le champ de ce qu'il est légitime d'exprimer, particulièrement sur la question kurde. Par ailleurs, en criminalisant l'intelligentsia universitaire démocrate, Erdogan vise à anéantir l'hégémonie culturelle de la gauche dans l'université, un des seuls domaines qui ne lui soit pas totalement inféodé. Ce qui lui permet de plus, en attisant la haine nationaliste envers les Kurdes, la gauche et les intellectuels, de conquérir des secteurs plus importants de la base de l'extrême droite. Le rapport de forces n'est visiblement pas en notre faveur, mais c'est avec honneur que nous relevons le défi de préserver les dernières graines de démocratie qui subsistent, et d'apporter notre solidarité au peuple kurde dans sa volonté de vivre dignement.

D'Istanbul, Uraz Aydın



Police, télé... Erdogan bien entouré vendredi 15 janvier à Istanbul. DR

Le chiffre

35 milliards

D'après l'Andra, c'est, en euros, le coût estimé du projet d'enfouissement de déchets radioactifs CIGEO à Bure (dans la Meuse). Le double des évaluations précédentes! Mais, rassurante, Royal annonce que c'est un coût sur 140 ans... Après un campement sur le site l'été dernier, la mobilisation des opposantEs ne se relâche pas.



Agenda

Samedi 23 janvier, meeting pour la levée de l'état d'urgence, Paris. À

« l'appel des 333 », à 14h30, à l'espace Charenton, 327 rue de Charenton, 12^e (Métro Porte-de-Charenton).

Samedi 23 janvier, fête du NPA 27,

Louviers. A 16h, table ronde avec Thierry Philippot, Mehdi Locatelli et Gérard Filoche; à 19h30, meeting avec Olivier Besancenot. Au moulin de Louviers. Entrée libre.

Samedi 23 janvier, manifestation de soutien aux migrantEs, Calais.

Mardi 26 janvier, journée de grève et de manifestation dans la fonction publique. A Paris, manifestation à 14h à Montparnasse.

Samedi 30 janvier, journée contre l'état d'urgence et la déchéance de nationalité.

A Paris, manifestation à 14h30 place de la République.

Samedi 30 janvier, couscous-débat du NPA, Saint-Denis.

Avec Philippe Poutou et Julien Salingue, à partir de 18h au Roi du Couscous, 63 rue du Landy, à La Plaine-Saint-Denis (Métro Porte-de-Paris ou RER B station La Plaine - Stade de France).

BIENVENUE

Comme le disent ses parents Cédric et Ambre, « Cajou est arrivée parmi nous le 15 janvier. Elle mesure 7,2 cm pour 250 g selon la police, 1,20 m pour 15 kg selon les organisateurs. Sa maman a bouclé le parcours au pas de course en 3h30, et cette fois, son papa a évité les mojitos du camion de la CGT. Quant à son grand frère Léléo, il fête ça avec pétards et fumigènes en fin de manif. »

La rédaction s'agrandit : bienvenue à Cajou!

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Kristo et Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois

Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoiimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

ROMS

La guerre honteuse contre l'étranger pauvre

Au nombre des dommages collatéraux, si l'on ose dire, des événements terribles de la fin 2015 et du tombeau de mesures répressives qui les ont suivis, on notera le passage à la trappe de thématiques sur lesquelles il était déjà bien difficile de mobiliser. L'état d'urgence ne doit pourtant pas nous faire oublier ces combats...



Des Roms manifestant pour leurs droits, en mai 2013 à Paris
PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

Un tout récent rapport issu d'un travail commun de La Ligue des droits de l'homme et de l'European Roma Rights Center sur la « situation, inhumaine, indigne et dégradante » vécue par grand nombre de Roms (ou personnes désignées comme telles) nous le rappelle opportunément. Ce rapport s'intéresse essentiellement aux évacuations forcées des lieux précaires où ces personnes s'étaient établies : le recensement qu'il en effectue est accablant. Il aboutit au constat qu'en 2015, 60% (plus de 11 000 personnes) des occupants de bidonvilles, puisque c'est bien ce dont il s'agit, ont été victimes de ces évacuations brutales, quand elles n'ont pas été tout simplement chassées par un incendie de leur « lieu de vie »... Bien sûr, les conditions d'insalubrité et de péril des lieux occupés ont sans difficulté fourni un prétexte aux mairies ou aux préfetures pour procéder à ces évacuations (une simple menace ayant parfois suffi à obtenir le départ des occupants). Toutefois, le plus souvent, les interventions policières découlaient d'une assignation devant les tribunaux par les propriétaires des terrains.

Mépris et indifférence

Le cœur du scandale n'est sans doute pas là, mais dans le caractère exceptionnel des propositions de relogement, ne serait-ce que temporaire... « Sur les 111 évacuations effectuées par les autorités, des solutions d'hébergement temporaires n'ont été proposées que 29 fois. À la suite des 82 autres évacuations, les familles ont été tout simplement mises à la rue par les forces de l'ordre. Durant les cinq évacuations faisant suite à un incendie, il y a eu deux solutions d'hébergement d'urgence mises en place », indique le rapport. Tout le mépris et l'indifférence dont témoigne la politique des pouvoirs publics à l'égard des populations concernées, en un mot comme en cent, des pauvres, est dans ces chiffres.

Cette réalité s'impose davantage encore si l'on prête attention au fait que terrains publics et privés se répartissant à peu près à parts égales, ce sont dans 80% des cas les terrains publics qui font l'objet d'une évacuation. Et ceci alors même que celle-ci n'est pour ainsi dire jamais accompagnée d'un quelconque projet pour le terrain en question (projet susceptible de sauver les apparences). En l'occurrence, la défense souvent invoquée de la sacro-sainte propriété privée n'est qu'une vaste blague ! En définitive, à tous les niveaux d'intervention, c'est bien l'État qui montre ses muscles, c'est toujours aux mêmes catégories de population qu'il impose sa loi.

Tout cela saute suffisamment aux yeux pour que plusieurs instances tant nationales (Défenseur des droits) qu'internationales s'en soient émues : décidément, le carnet de notes du pays des droits de l'homme n'est pas très bon par les temps qui courent. C'est ainsi que le haut commissaire des Nations unies aux droits de l'homme s'est inquiété de l'absence de garantie en matière d'inscription dans les écoles pour les enfants expulsés et, plus généralement, a pointé « une politique nationale systématique d'expulsions de force des Roms ».

Si l'État français conduit une guerre déclarée au terrorisme, il n'en poursuit ainsi pas moins sa guerre honteuse contre l'étranger et contre les pauvres. Dans ce contexte tendu, ne nous laissons donc ni distraire ni museler.

François Brun

Pour Hollande, meilleurs vœux aux patrons !

Quand François Hollande annonce l'état d'urgence économique et sociale, cela signifie guerre sociale contre les salariéEs et nouveaux cadeaux pour le patronat.

À l'occasion de ses vœux aux « acteurs de l'entreprise et du monde économique », le président de la République n'a pas manqué de rappeler que la France était « sous état d'urgence » et donc que la guerre continuer de constituer la toile de fond de la situation sociale et politique. Une certaine façon de laisser entendre que « l'ennemi est (aussi) dans notre pays »...

Tout pour eux !

Aux principaux bénéficiaires, les patrons, Hollande a commencé par annoncer la pérennisation de cadeaux anciens... et en sorti de nouveaux de sa hotte. Il y a d'abord les cadeaux immédiats : pérennisation du crédit impôt-recherche et transformation du crédit d'impôt lié au Pacte de solidarité et de responsabilité (le paquet cadeau du CICE d'un montant de 40 milliards) en « baisse définitive des charges sociales ». Oublié le bilan des créations d'emplois !

Ensuite, une nouvelle prime de 2000 euros pour les PME de moins de 250 salariéEs qui embaucheront un jeune à un salaire de 1 à 1,3 SMIC en CDI ou en CDD de plus de 6 mois. Même les économistes les plus acritiques parlent de trappe à emplois favorisant le développement des bas salaires... Et pour lever les angoisses des patrons, confirmation du plafonnement

des indemnités en cas de licenciement abusif.

Dans un second temps, pour le développement durable des profits, le président a confirmé le démarrage de la destruction du code du travail. La version light mise en chantier dans les mois qui viennent devrait se réduire à quelques règles sur l'ordre public social. L'essentiel des règles qui régiront l'exploitation des salariéEs sera mise en place dans le cadre d'accords d'entreprise sous emprise patronale, pouvant fixer le temps de travail, le taux et le nombre des heures supplémentaires – avec des décomptes au-delà de l'année – et la possibilité en cas de « sauvegarde de l'emploi » de dispositions s'imposant contre le contrat de travail...

Les miettes pour nous !

Pour les salariéEs, ce qui est proposé en monnaie d'échange aux syndicats les plus dociles, sont les fumeuses mises en œuvre du compte personnel d'activité censées pérenniser congés spécifiques, validation des acquis de l'expérience et épargne salariale. Version light là aussi de la sécurité sociale professionnelle chère à la CGT, mais rien qui permette de compenser perte d'emploi et de revenus. Et surtout rien qui ressemble à une quelconque forme d'interdiction des licenciements.

Enfin, pour les chômeurs/euses, confirmation de l'arnaque qui consiste à faire sortir 500 000 d'entre eux/elles des statistiques du chômage au moyen de formations dont il est établi que les deux tiers ne débouchent sur aucun emploi. Le milliard alloué à la formation professionnelle, le développement de l'apprentissage ou des emplois de professionnalisation ne sont aussi que des mesurètes dont le résultat essentiel est de camoufler toujours plus de chômeurEs dans les

statistiques. Cela contribue à détruire toujours davantage l'enseignement technique et professionnel dispensé au sein de l'Éducation nationale au profit d'organismes de formation qui sont à la fois source de gains pour le patronat et lieux de domestication des jeunes. A cela s'ajoute le déploiement du service civique, du livret citoyen et l'extension de la journée défense et citoyenneté à une semaine.

Résister, unir

Les décisions de Hollande continuent d'aller dans le même sens : toujours plus de cadeaux aux patrons, toujours moins de droits et de protection pour les salariéEs, en même temps que ce

gouvernement s'acharne sur celles et ceux qui résistent à la dictature patronale : celles et ceux d'EDF-GDF, d'Air France, de Goodyear, de Ford, d'Attac Marseille, des opposantEs à Notre-Dame-des-Landes... sont les cibles d'une répression facilitée, légitimée, par l'état d'urgence.

La journée de mobilisation syndicale du mardi 26 janvier, la manifestation contre l'état d'urgence et la déchéance de la nationalité du samedi 30 janvier, doivent permettre d'unir les résistances sociales et la lutte contre un pouvoir de plus en plus répressif contre les salariéEs et de plus en plus guerrier contre les peuples.

Robert Pelletier



ÉTAT D'URGENCE

Le vent peut tourner, le vent doit tourner

Valls a raté son « Ruquier » ce samedi... Le buzz n'en retient que le clash d'un humoriste : « Vous parlez de guerre, mais c'est votre gouvernement qui est en guerre, nous on n'est pas en guerre. Vous avez vu ici des gens avec des kalachnikovs, des armes, qui veulent tuer des musulmans ? »...

Ce n'est qu'un signe. Celui que le vent pourrait tourner, que les arguments contre toute la rhétorique de l'état d'urgence pourraient gagner une audience dans toute la société.

D'autres signes existent. Les initiatives se multiplient. Des collectifs locaux se créent autour de différents appels contre l'état d'urgence, « citoyens » ou d'organisations. Un nouveau meeting a eu lieu à Saint-Denis sur la thématique des quartiers populaires. La pétition contre la condamnation des syndicalistes de Goodyear à de la prison ferme recueille 100 000 signatures... La phase de sidération s'achève. La rage de Mickaël Wamen, un des condamnés, sur Canal +, a fait écho à celle de Xavier Mathieu, ex-Conti, à propos d'Air France il y a quelques mois.

Le vent pourrait tourner. Disons d'abord que pour que ce soit le cas il faut plus que des signes. Il faut l'équivalent, dans l'autre sens, de ce qu'a été le mouvement de la Manif pour tous. Rappelons-nous que ces mois

de mobilisation ont ouvert un cycle de poussée réactionnaire créant les bases de la politique actuelle... et de la progression du racisme et du Front national. Il faut donc une mobilisation, visible, dans les quartiers, dans les lieux de travail, dans les rues, susceptible de convaincre en profondeur, d'entraîner la société. Parce que l'état d'urgence est le nom d'une politique qui est à la fois liberticide, raciste et antisociale. Parce qu'il ne s'agit pas seulement de repousser la prolongation de l'état d'urgence, mais d'empêcher la course folle vers un État de plus en plus policier, nationaliste et raciste.

Le mal est déjà fait parce que la police, avant même d'avoir plus de pouvoirs, se lâche et est couverte par le gouvernement.

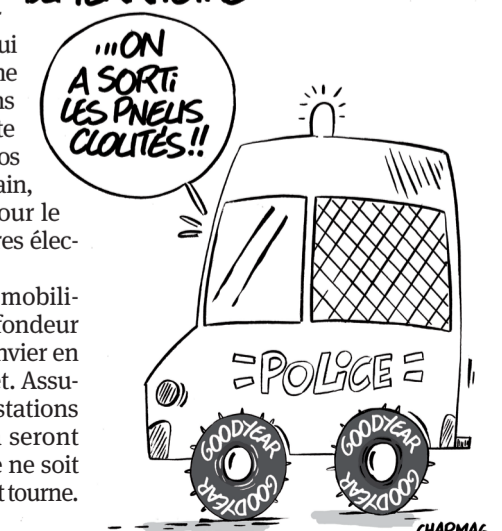
C'est le message lancé par l'acquittement du policier qui a tué Amine Bentounsi d'une balle dans le dos. N'oublions pas que cette police et cette armée qui patrouille dans nos rues, fusil mitrailleur en main, ont voté à plus de 50% pour le Front national aux dernières élections régionales.

Renverser cela exige une mobilisation qui soulève en profondeur la société. Le samedi 30 janvier en sera le premier acte concret. Assurons-nous que les manifestations qui auront lieu ce jour-là seront un signal fort. Pour que ce ne soit qu'un début. Pour que le vent tourne. Réellement.

« Quand ils ont expulsé des migrants je n'ai rien dit parce que je ne suis pas sans-papier
Quand ils ont perquisitionné les musulmans, je n'ai rien dit parce que je suis athée
Quand ils ont emprisonné des syndicalistes, je n'ai rien dit parce que je voulais garder mon boulot
Quand ils sont venus me chercher, il n'y avait plus personne pour me défendre »

Denis Godard

MÉTÉO POURRIE SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE



ALLEMAGNE

Après les événements de Cologne

Dans la nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier, la ville de Cologne a été le théâtre d'attaques en masse contre des femmes. La nature de ces attaques est inédite. Des agressions similaires mais moins massives se sont déroulées à Hambourg et Stuttgart.

Selon la police, jusqu'à mille hommes ont agressé des femmes sur la place devant la gare centrale entre 22 heures et 5 heures du matin. Les femmes ont été encerclées par des groupes d'hommes, insultées, volées et sexuellement agressées. [...] 143 agents de la police locale étaient présents sur place ainsi que 70 agents de la police fédérale à l'intérieur de la gare, incapables de répondre à la situation.

La police en question

Selon un rapport interne de la police qui a fait à fait les choux gras des médias, la police a contrôlé l'identité de 71 hommes, mis 11 hommes en garde à vue et inculpé 32 personnes. D'après ce rapport, l'immense majorité des personnes n'avait comme seuls papiers qu'une carte d'enregistrement de l'Office fédéral pour les migrants et les réfugiés. Selon ce rapport, parmi les 32 inculpés se trouvent 10 Algériens, 10 Marocains, 4 Syriens, 5 Iraniens, un Irakien, un Serbe et un citoyen américain. 22 sont demandeurs d'asile. Depuis, plus de 600 personnes ont été inculpées, 40 à 45% d'entre eux pour harcèlement sexuel, le reste principalement pour vol, les deux allant souvent de pair. La police a quitté la place à 23h35, mais sans avoir la situation en main, et n'a pas pu empêcher des centaines d'hommes de faire une chasse aux femmes. Par la suite, la direction de la police a subi une pluie de critiques et le chef de la police de Cologne a dû démissionner.

Trois problèmes doivent principalement être soulevés. La police était-elle au courant dès 21h30 des incidents qui avaient éclaté sur la place impliquant de jeunes hommes? Aucune précaution n'a été prise. La direction de la police de Cologne et le ministère de l'Intérieur de l'État fédéral de Rhénanie du Nord Westphalie se renvoient mutuellement la responsabilité de cet échec. De plus, après l'événement, la police a essayé de cacher ce qui s'était vraiment passé pendant la Saint-Sylvestre. Enfin, quand la police est intervenue, elle l'a fait surtout pour des vols. Des femmes victimes de harcèlement sexuel ont déclaré que la police s'est contentée de «regarder». Même une femme officier sexuellement agressée dans la foule n'a obtenu aucune aide de ses collègues... Un comportement cohérent avec l'attitude de la police et des autorités judiciaires en Allemagne vis-à-vis du harcèlement sexuel, encore considéré comme une «peccadille» et qui n'est pas punie par la loi pénale. Cette question est au centre de la critique des organisations féministes.

Contre l'instrumentalisation, la solidarité!

À juste titre, la gauche politique a protesté contre l'instrumentalisation des événements pour aggraver encore la politique d'accueil des réfugiés, ce qui est l'objectif de l'aile droite AFD et de Pegida. Mais la gauche a du mal à reconnaître que ces dernières années (avant même la vague d'immigration actuelle!), des gangs

d'Afrique du Nord sont présents dans les villes allemandes.[...] Comment le désespoir qui prévaut dans les sociétés d'Afrique du Nord pourrait-il ne pas avoir d'effets dans les rues des villes en Allemagne?

Nous devons apprendre à condamner de tels actes, sans les assimiler à des identités culturelles comme le font ceux qui cherchent avant tout à exclure. Face à cette attitude, nous devrions rappeler que le vernis d'un

fait qu'après cette nuit du Nouvel An, de nombreuses femmes étaient prêtes à porter plainte. Le fait ensuite que de nombreuses organisations et initiatives féministes critiquent la relativisation de la gravité du harcèlement sexuel, exigeant sa pénalisation et surtout condamnant à la quasi-unanimité toute tentative de récupération xénophobe qui vise, au nom des femmes, à aggraver les «lois d'asile».

Une semaine après les événements,



Ce 16 janvier, des réfugiés syriens protestent à Cologne. DR

«comportement civilisé envers les femmes» est assez mince. Le temps où les femmes étaient victimes de harcèlement sexuel débridé n'est pas si loin. C'est le nouveau mouvement féministe qui a fait reculer les comportements machistes. Avec la réaction droitiste actuelle, ces comportements pourraient à nouveau gagner du terrain.

Certains éléments permettent cependant de garder espoir. Tout d'abord, le

une manifestation de femmes à Cologne rejoignait une manifestation contre le mouvement Pegida. Et le samedi 16 janvier, des migrants syriens appelaient à une manifestation en solidarité avec les femmes victimes de violence. Des exemples encourageants pour une solidarité entre les parties les plus discriminées de la population.

De Berlin, Angela Klein
(Traduit par Raymond Adams - Intertitres de la rédaction)

ÉGYPTE Que reste-t-il de la révolution de janvier 2011?

Le ras-le-bol face à l'autoritarisme du régime Moubarak, ainsi que la dégradation de la situation économique et sociale de la grande majorité de la population, a entraîné la multiplication des mobilisations dans les années précédant 2011...

Dans la foulée de la révolution tunisienne, des milliers d'Égyptiens se sont rassemblés au Caire sur la place Tahrir le 25 janvier 2011. Les mobilisations se sont ensuite

En Égypte, celle-ci est passée par la prise en main du pouvoir par l'armée dès le 11 février 2011, puis par les Frères musulmans, puis par une mainmise totale des militaires à compter du 3 juillet 2014. Un régime

militant pour l'accès à la santé, membre des Socialistes révolutionnaires, et actif dans la campagne BDS Égypte. Accusé de possession de publications appelant à la chute du régime ainsi que de participation et d'organisation de manifestations illégales, il risque aujourd'hui plusieurs années de prison. Toute opposition est réprimée de manière systématique depuis que le maréchal Sissi a pris le pouvoir en juillet 2013. En effet, les manifestations sont devenues illégales, la presse est muselée et toute personne qui s'oppose au régime est considérée comme terroriste...

Sissi: le système Moubarak, en plus répressif et plus violent

Les conditions de vie qui ont conduit au déclenchement du processus révolutionnaire sont toujours présentes. L'inflation annuelle est de 9,7%, surtout due à la hausse des denrées alimentaires. Les réserves de la Banque centrale ne couvrent que deux mois d'importations, entravant les industries qui en dépendent. L'une des principales sources de devises, le tourisme, a été percutée de plein fouet par la répétition des attaques terroristes. Loin des grandes villes, en Haute-Egypte, dans les oasis ou

au Sinaï, les conditions de la vie quotidienne sont de plus en plus insupportables.

Contrairement à la Tunisie, l'armée est au centre du jeu politique en alliance étroite avec les milieux d'affaires. L'arrivée de Sissi au pouvoir symbolise pour la génération des révolutionnaires de 2011 le retour au système Moubarak, en plus répressif et plus violent.

On assiste à un certain découragement: en effet, celles et ceux qui ont cru au changement en 2011 se retrouvent confrontés à une situation bien pire qu'avant la révolution. Cette génération est aujourd'hui réprimée.

Mais la politisation et la conscientisation qu'elle a connues depuis 5 ans est sans commune mesure avec celles d'avant le départ de Moubarak. Le régime n'a pas de réelle assise populaire. La jeunesse – et pas seulement celle qui a fait la révolution – reste imperméable aux discours du pouvoir. Bien que le régime ait recouru aux plus hautes autorités religieuses pour déconseiller de manifester pour l'anniversaire du 25 janvier, sur les réseaux sociaux les appels à se mobiliser se multiplient.

Le régime ne pourra éternellement gouverner par la peur et la répression. Le processus ouvert en 2011 est loin d'être fini, même si le nouveau monde se fait encore attendre.

Du Caire, correspondantEs



Des manifestantEs place Tahrir le 11 février 2011, jour du départ de Moubarak. DR

multipliées dans l'ensemble du pays, et le 11 février le dictateur Moubarak était enfin destitué. Le grand mouvement d'émancipation des peuples de la région s'est ensuite heurté à une contre-révolution qui a pris des formes différentes selon les pays.

encore plus répressif que celui de Moubarak est désormais en place. À la veille du cinquième anniversaire de la révolution égyptienne, les arrestations dans les milieux de la gauche politique et syndicale se multiplient. C'est par exemple le cas de Taher Mukhtar, médecin,

CATALOGNE

« Nouveau » gouvernement, unité nationale et continuité néolibérale

Jusqu'à présent maire de Gérone, Carles Puigdemont vient de prendre la tête du nouveau gouvernement catalan constitué par la coalition Junts Pel Sí (JpS) qui avait regroupé lors des élections du 27 septembre dernier des partis souverainistes de centre droit et de centre gauche. De plus, il bénéficie du soutien des principales organisations sociales indépendantistes: l'Assemblée nationale catalane et Omnium.

JpS est parvenu à un accord de stabilité parlementaire (pas seulement d'investiture) avec la Candidatura d'Unitat Popular (CUP), une force anticapitaliste et indépendantiste. La CUP, très divisée, a dû réaliser jusqu'à trois consultations internes pour parvenir à une position définitive: un Non à l'investiture de Mas, président depuis 2010, ne posant donc qu'une seule condition: un changement de candidat pour la présidence. Après avoir refusé cette possibilité un nombre incalculable de fois, Mas a dû nommer un successeur. JpS n'a pratiquement accepté aucune proposition de la CUP pour obtenir son aval à l'investiture, comme par exemple revenir sur les privatisations ou freiner la construction de Barcelona World, un énorme projet d'agression écologique et sociale. JpS n'allouera pas non plus un budget suffisant au « Plan-choc contre la pauvreté », alors que cela était inclus dans son propre programme...

La CUP a donc non seulement accepté d'investir un candidat qui a réalisé une gestion néolibérale en tant que maire de Gérone, mais elle a de plus scellé un pacte avec des conditions humiliantes: deux démissions de députés, deux autres de ses députés s'incorporeront aux débats du groupe de JpS, interdiction de voter contre le gouvernement « au cas où cela remettrait en cause la stabilité » et même des excuses publiques pour des critiques « trop agressives ». À présent, la CUP essaye de faire passer pour une victoire la chute de Mas et celle d'autres membres des précédents gouvernements associés aux coupes budgétaires, aux privatisations et à la répression. Pourtant on les a remplacés par des personnalités dont le profil politique est dans la continuité du précédent gouvernement...

Pourquoi Mas s'est-il désisté? Tout porte à croire qu'il aurait été mis en déroute en cas de nouvelles élections anticipées. Au sein du courant indépendantiste, il y avait la peur de la possibilité d'une probable irruption de En Comú-Podem, la candidature conjointe de Podemos et de Ada Colau, la maire de Barcelone.

Vers l'indépendance?

Une autre question problématique est la lecture faite des résultats des élections du 27 septembre. Après l'interdiction du référendum pour l'autodétermination par le gouvernement Rajoy, JpS et la CUP ont voulu transformer les élections régionales en un plébiscite sur l'indépendance. Le reste des partis a refusé, mais cette dynamique s'est imposée de fait. Les indépendantistes ont réussi à dépasser les 50% en sièges mais pas en voix. JpS l'interprète comme une victoire du Oui et estime que la perspective d'un référendum pour l'autodétermination est donc désormais dépassée, antidémocratique... Théoriquement, dans les prochains 18 mois doit se produire la « déconnection » de la Catalogne de l'État espagnol et un processus constituant. Cependant, rien n'indique que le nouveau gouvernement catalan pourrait désobéir. Par exemple, le Parlement catalan a approuvé une déclaration qui déniait toute légitimité au Tribunal constitutionnel espagnol. Mais quand ce dernier a suspendu cette déclaration, le gouvernement catalan a fait un recours en alléguant que cette déclaration n'exprimait seulement qu'un « désir »... D'après ces indices et des mobilisations sociales plutôt au point mort, le risque que le processus d'autodétermination se fige et que les politiques néolibérales se poursuivent est plus qu'évident.

De Barcelone, Oscar Blanco

Traduit par Francis Pallares et Jean Puyade

QUAND LES MULTINATIONALES DÉTRUISENT LA PLANÈTE

Dossier réalisé par la commission nationale écologie du NPA



En 2015, année d'une COP21 aussi médiatique qu'impuissante, deux catastrophes ont rappelé que la loi capitaliste est notre ennemi commun.

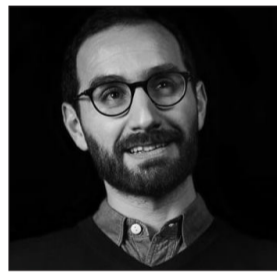
Août 2015, Chine. De puissantes explosions dans la zone portuaire de Tianjin, un des dix plus grands ports du monde, déclenchent un incendie dans un entrepôt d'une firme, autorisée à stocker des « produits dangereux » malgré ses manquements en matière de sécurité. La ville est dévastée.

Novembre 2015, Brésil, État du Minas Gerais. La rupture de deux barrages miniers libère plus de 60 millions de m³ de boue polluée dans le Rio Doce. Depuis, la pollution trace inexorablement son chemin vers l'océan, provoquant un désastre sur les écosystèmes. 500 000 personnes évacuées. Le responsable est Samarco, co-entreprise du 1^{er} groupe minier mondial, l'anglo-australien BHP Billiton, et du 3^e, le brésilien Vale.

Deux exemples parmi des milliers, depuis Bhopal, touchant d'abord les plus défavorisés. Mais la planète entière est sous le contrôle des multinationales et seul le profit les guide...

DE LA FINANCE ENVIRONNEMENTALE

Razmig Keucheyan est sociologue, maître de conférences à l'université Paris-Sorbonne (Paris IV). Son dernier ouvrage : *La nature est un champ de bataille. Essai d'écologie politique*¹



Razmig Keucheyan étudie la finance environnementale, notamment à travers les « obligations catastrophe », portant sur les catastrophes naturelles à venir, comme exemple la manière dont les classes dominantes, via le système financier, tentent de surmonter, et même de tirer profit, des crises tant écologiques qu'économiques. Une obligation catastrophe consiste pour un État à emprunter sous forme obligataire. En échange, les prêteurs touchent des intérêts. Si la catastrophe sous-jacente au prêt a lieu, l'État garde le capital. Sinon il le rend.

« Le changement climatique implique que le nombre et l'intensité des catastrophes naturelles ne cessent d'augmenter. Le but des obligations catastrophe, dans cette perspective, est de disperser les risques naturels autant que possible dans l'espace et le temps, de sorte à les rendre financièrement insensibles. Historiquement, le coût des catastrophes naturelles augmente sous l'effet de deux processus

combinés : la croissance économique, qui implique qu'il y a de plus en plus d'objets détruits lorsqu'une catastrophe survient, et la croissance et la concentration (urbanisation) démographiques, qui implique qu'il y a de plus en plus de victimes en cas de catastrophe, des victimes qui dans les pays capitalistes avancés sont assurées. À ces deux processus historiques s'en ajoute donc aujourd'hui un troisième qui radicalise les deux autres : le changement climatique. Les assureurs n'ont jamais été tentés par le climato-scepticisme, ils voient clairement les effets de la crise environnementale sur la courbe des coûts assurantiels... Deuxième cause qui explique l'innovation financière que sont les obligations catastrophe : la crise économique. Dans la première moitié des années 1970, le capitalisme entre dans une crise profonde, au moment où s'interrompt la longue période de croissance des Trente glorieuses. Ce retournement de conjoncture diminue le taux de profit, qui ne cesse d'être déprimé depuis. La

crise commencée en 2007 est une manifestation récente de cette crise de plus longue durée. Comment le capitalisme réagit-il à ce déclin de la profitabilité ? De deux façons : d'une part, en cherchant à privatiser ce qui jusque-là échappait au marché, à savoir par exemple les services publics, mais aussi les savoirs, la biodiversité... privatiser signifiant dans ce cas assujettir à la logique du marché pour tâcher de faire repartir le taux de profit à la hausse. Cette privatisation s'effectue souvent avec le concours actif de l'État. D'autre part, en financiarisant, c'est-à-dire en investissant non plus dans l'économie dite « réelle » ou « productive », celle dont le taux de profit est justement déclinant, mais dans la finance, qui elle permet la réalisation de profits (fictifs) importants – jusqu'au moment où survient la crise... »²

Razmig Keucheyan

1- La Découverte, collection « Zones », 2014.

2- L'intégralité de son texte peut être

lue sur le site de Contretemps : <http://www.contretemps.eu/interventions/marxisme-sociologie-aujourd'hui>

POLLUTION ET DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE: LE SECTEUR AUTOMOBILE

Symbole même de l'industrie capitaliste, la voiture est un des facteurs croissants du dérèglement climatique.

Tous les constructeurs d'automobiles rivalisent pour mettre sur le marché des voitures toujours plus performantes : plus d'innovation technologique, plus d'électronique, plus de gadgets. Ce « toujours plus » qui coûte cher à l'environnement, se fait sur fond de concurrence à plein régime, au détriment des salariés qui subissent les suppressions d'emplois, les fermetures d'usines et les dégradations de leurs conditions de travail et de salaires.

Pour vendre toujours plus, les PDG de l'automobile n'hésitent pas à tricher. Volkswagen n'est pas la seule à le faire, tant la tricherie est ancrée naturellement dans les mécanismes capitalistes de la concurrence pour le profit (lire p.8). Selon des organismes

indépendants, en Europe, seul un véhicule sur dix respecte les normes anti-pollution et tous les véhicules consomment beaucoup plus que ce qui est annoncé par les constructeurs et par là-même émettent plus de CO₂. Ce qui fait que les émissions provenant des véhicules particuliers représentent environ la moitié des émissions de CO₂ produites dans le secteur des transports. Or, entre 1998 et 2010, le temps de trajet domicile-travail a augmenté et 75% des déplacements domicile-travail s'effectuent en voiture, alors que la part des transports collectifs a diminué passant de 15% à 11%. Même en crise, le secteur automobile nuit au climat.

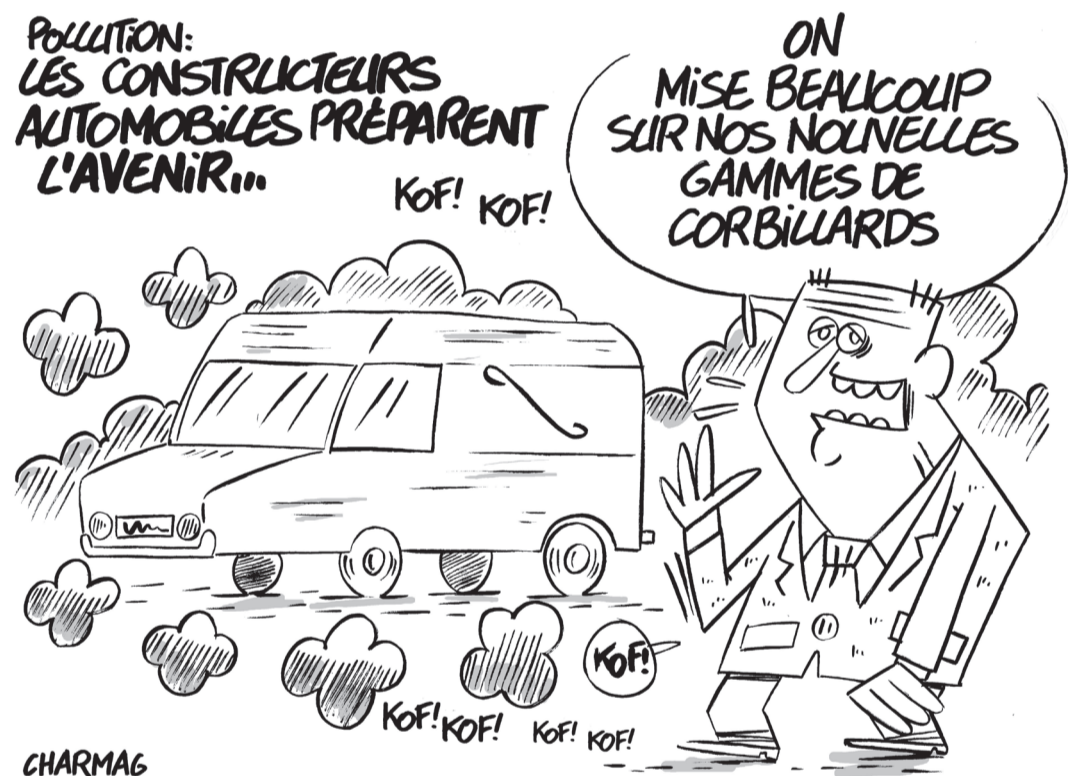
Halte au tout-automobile!

Les annonces des constructeurs sur le mirage de la « voiture propre », à grands coups de spots publicitaires efficaces et coûteux, n'y changeront rien : 80% des ressources fossiles (gaz, pétrole, charbon) doivent rester

sous terre ! Donc, il faut sortir du « tout-voiture ».

Les patrons de l'automobile, capables de sponsoriser la COP21 et de financer en même temps la Formule 1, sont des obstacles à dépasser. Comme Renault qui a décidé de racheter Lotus qu'il avait revendu en 2010 à un fonds de pension du Luxembourg. Comme Mercedes qui rafle les titres de champion du monde en F1, en dépensant 400 millions d'euros en 2014 pour y parvenir.

Après avoir tout misé sur le diesel « propre » pour favoriser les champions nationaux, l'État consacre aujourd'hui toutes ses aides aux voitures électriques dont les dégâts environnementaux sont tout aussi catastrophiques (électricité nucléaire, mines pour les batteries...). Déguisés en vert ou pas, les capitalistes détruisent la planète et ruinent nos vies. Nous pouvons, avec les travailleurs de l'automobile, réorienter cette industrie vers des productions utiles.



RICHESSSES MINIÈRES: UNE MALÉDICTION, DES CRIMES IMPUNIS

Les compagnies minières ont mis toute la planète en coupe réglée, avec la complicité de gouvernements et de banques. Aucune région n'est à l'abri de leur appétit, pas même l'Arctique...

Ces compagnies consacrent de gros moyens à la corruption de gouvernements, font de belles promesses : croissance, emplois... Or les pays concernés voient rarement les retombées positives de l'opération... Profits ? Exportés. Transferts de technologie ? Aucun. Emplois ? Peu qualifiés et temporaires.

En revanche, les retombées négatives sont colossales. Des forêts sont détruites, des montagnes disparaissent : ainsi, les Appalaches (USA), décapitées de 300m par des mines à ciel ouvert. Les dégâts y sont irréversibles. Autre exemple,

l'île d'Halmahera (Moluques) était un paradis de biodiversité : lagons, forêt, rivières... jusqu'à l'arrivée de Newcrest Mining, une société minière australienne. Là on extrait du cuivre, du charbon, du nickel, dont le gisement est énorme (le deuxième au monde, 4 millions de tonnes). Résultat : forêts arrachées, sol dénudé, rivières sévèrement polluées.

L'extraction prélève énormément d'eau, dont elle prive les habitants. Elle pollue sols et eaux avec des métaux lourds : cuivre, zinc, plomb. Pour séparer les minerais de la roche qui les contient, elle utilise des produits chimiques tel du cyanure, de l'acide sulfurique, qui empoisonnent la population. Ainsi, en Afrique du Sud, une nappe phréatique a été gravement contaminée.

Injustice sociale et environnementale

Le bilan humain est lourd : violation des droits humains, surveillance paramilitaire des sites, écrasement

– parfois dans le sang – des mouvements de protestation, expropriations brutales (en Amérique latine, où les peuples amérindiens luttent et résistent, en Afrique...) font partie du mode habituel de fonctionnement de l'exploitation minière.

Accidents et catastrophes se multiplient, comme au Brésil. Les règles de sécurité ne sont pas respectées, et personne ne les impose : les mines sont souvent des enclaves où ne pénètrent pas les autorités du pays...

Quand le coût d'exploitation devient trop élevé par rapport aux profits, la compagnie minière s'en va... sans assumer les conséquences de l'exploitation : environnement et économie détruits, misère, retour de l'agriculture devenue maintenant impossible. Et aucun tribunal ne rend justice aux victimes. Les accords – Tafta, Tisa, Alena – ne feront que noircir ce tableau... sauf si les populations parviennent par leurs luttes à arrêter les groupes dans leur folie destructrice.

L'INDUSTRIE CHIMIQUE: POLLUTION À TOUS LES ÉTAGES!

Il serait illusoire de mesurer les effets nocifs de cette industrie dans le périmètre de son activité directe, sans tenir compte de l'usage des matières fabriquées.

Ainsi prenons l'exemple de la production d'engrais azotés : cette industrie est fortement consommatrice d'énergie et sa contribution à l'effet de serre est déjà, aux bornes des usines, gigantesque. De plus, c'est une industrie dangereuse, comme l'a montré l'explosion de AZF à Toulouse en 2001. Suivons-en l'usage jusqu'au bout... L'épandage d'engrais azotés est le principal contributeur de l'agriculture française à l'effet de serre. Une partie de l'azote répandue dans les champs n'est pas utilisée par les plantes, mais se transforme en oxyde nitreux, 200 fois plus puissant que le gaz carbonique, qui s'évapore dans l'atmosphère. L'épandage d'engrais azoté est indispensable pour la monoculture de céréales (Île-de-France, Sud-Ouest...). Cette production fournit des aliments pour les élevages industriels qui sont concentrés dans d'autres régions, comme la Bretagne où l'excès d'épandage dans les champs de lisiers venus des élevages entraîne un excès de nitrates dans l'eau. Le résultat, c'est l'empoisonnement des humains, de la faune et de la

mer en nitrates qui, s'ils étaient répandus raisonnablement sur des cultures, remplaceraient avantageusement les engrais azotés issus de l'industrie chimique. Dit autrement, les engrais azotés de l'industrie chimiques, après avoir contribué à l'émission de gaz à effet de serre lors de la fabrication, émettent les redoutables oxydes nitreux lors de l'épandage en zone de monoculture, continuent leur route sous forme d'aliments qui vont nourrir les porcs et les poulets – en Bretagne ou ailleurs – et finissent leur vie sous forme de nitrates en excès dans l'eau. Sans compter les transports. Bref, pollution à tous les étages!

Automobile, alimentation, vêtements...

À l'opposé de cette agro-industrie qui détruit l'air, le sol, l'eau, la vie, on pourrait concevoir une agriculture qui, combinée à l'élevage et à des rotations de cultures, préserverait notre santé, ferait vivre plus de paysans, serait moins émettrice de gaz à effet de serre et de polluants divers. Pour cela, il faudrait développer ce raisonnement à chaque filière de l'industrie chimique.

Ainsi, sa contribution à l'automobile est indissociable d'un mode de transports qui est loin d'être le seul possible. Sa contribution à l'alimentation (colorants, goûts artificiels, émulsifiants, emballages) est indissociable de la malbouffe, elle-même liée aux multinationales de la distribution et de l'agroalimentaire. La production de vêtements, dont la majeure partie est fabriquée à partir de composés chimiques artificiels (polyamides, polyesters, colorants...), peut être observée sous l'angle destruction permanente d'objets, de l'obsolescence programmée : mauvaise qualité, abandon rapide dû à la mode et aux prix (parfois scandaleusement bas), le tout sur fond de délocalisation vers des pays à bas coût de main-d'œuvre... et de faible contrainte écologique. Pas plus que la contribution à l'effet de serre de la chimie ne peut être mesuré aux bornes de cette industrie, l'effet de serre lui-même ne peut pas être séparé des autres effets dévastateurs en termes de pollution, de santé, d'environnement, de conditions de travail.

FUITE DE MÉTHANE D'ALISO CANYON: LE VÉRITABLE ÉTAT D'URGENCE

Le 23 octobre dernier a débuté la plus importante catastrophe industrielle et environnementale de Californie.



SoCalGas (Southern California Gas Company) est le plus gros distributeur de gaz naturel aux États-Unis : 20 millions d'utilisateurs, 11 milliards de \$ de chiffre d'affaires et 17 000 salariés. Il utilise ce réservoir naturel de 2,5 milliards de m³ pour stocker du méthane avant de le distribuer à ses abonnés. La fuite a eu lieu à 150 m de profondeur, près de Porter Ranch, à 25 km au nord de Los Angeles, dans un puits de forage abandonné de 3 000 m de profondeur datant de 1953... La vanne de sécurité sur la tête de puits, défaillante, avait été supprimée mais pas remplacée, car jugée non essentielle du fait de l'absence de maison dans un rayon de 100 mètres! Depuis, 1200 tonnes de méthane (CH₄) partent dans l'atmosphère tous les jours. Le méthane a un potentiel de réchauffement global à 100 ans 25 fois supérieur à celui

du CO₂. La fuite correspond à 25% des émissions de méthane de la Californie, aux émissions de 7 millions de voitures!

Comment arrêter la catastrophe?

Les autorités et la compagnie prétendent qu'il n'y aurait aucun risque pour les populations. Le méthane est présent comme du gaz naturel. Mais il était stocké en vue d'être distribué : des additifs lui donnent sa fameuse odeur d'œuf pourri, et on y trouve des traces de composés cancérigènes comme le benzène. Les riverains se sont vite plaints de nausées, de maux de tête, de saignements de nez, sans parler d'infections du nez, de la gorge et des oreilles. Le gouverneur de Californie a décrété l'état d'urgence, et des milliers de personnes ont dû déménager. SoCalGas peine à arrêter la catastrophe, la pression du gaz

A Aliso Canyon, un ciel un peu brumeux, mais défense d'entrer... DR

empêchant tout colmatage par le dessus. Il va donc falloir forer un puits de secours à 2800 m de profondeur pour divertir le gaz, puis remplir l'ancien puits de ciment pour le boucher. Délai prévu, avril 2016. Autant dire 6 mois de fuite... Une fois de plus, cette catastrophe montre que les industriels du pétrole refusent de comprendre le mot «prévention» et attendent que les accidents arrivent pour montrer... qu'ils ne savent pas les gérer. Nous avons des sites de stockage de taille équivalente en France : Lussagnet (Landes) 3,5 milliards de m³ ou Izaute (Gers) 3 milliards de m³. Que se passerait-il en cas d'accident? Les anciens champs de pétrole font partie des lieux de stockage de CO₂, proposés par les industriels pour combattre le réchauffement climatique. Porter Ranch est bien la preuve que ces prétendues solutions ne sont pas maîtrisées techniquement.

LA PREUVE PAR LES HYDROCARBURES

Les hydrocarbures jouent un rôle à part dans l'histoire du capitalisme et dans l'histoire en général. La révolution industrielle n'aurait pas eu lieu sans charbon, l'économie mondialisée sans pétrole, et de nombreux conflits n'auraient pas eu de raison d'être...

Le plus important déversement de pétrole a eu lieu au Koweït pendant la première guerre du Golfe. Et la société de consommation repose sur l'accès à de l'énergie bon marché, stockable et transportable.

Le coût environnemental et sanitaire à payer est à la hauteur de l'importance de cette industrie et toutes les étapes, de l'extraction jusqu'à l'utilisation, sont concernées.

Les mines de charbon favorisent l'érosion et polluent les nappes phréatiques. Elles provoquent l'émission de gaz responsables des pluies acides. Les dégâts causés par l'exploitation des hydrocarbures liquides et gazeux ne font qu'augmenter car les ressources sont de moins en moins accessibles. Les puits de pétrole à plusieurs milliers de mètres de profondeur au fond des océans sont particulièrement vulnérables : en mer du Nord, explosion de Piper Alpha (1988), dans le golfe du Mexique, explosion de Deepwater Horizon (2010), et une fuite sur la plateforme 23051

de Taylor Energy, toujours pas colmatée... depuis 2004!

La fracturation hydraulique pour extraire le pétrole et le gaz de schiste provoque la pollution à long terme de l'eau et de l'air, rendant des zones entières inhabitables. Avec les sables bitumineux, les énormes quantités d'eau utilisées pour extraire le pétrole du sable polluent d'immenses étendues pour les siècles à venir.

Gaz à effet de serre

Le transport des hydrocarbures a donné lieu à une longue liste de marées noires. Erika et Amoco Cadiz sont les deux plus importantes à avoir souillé les côtes françaises. Les tankers à double-coque ont finalement été imposés en Europe... en 2015. Mais on ne compte plus les fuites et les explosions sur des pipelines, ni les accidents ferroviaires, comme à Lac-Mégantic en 2013.

En ce moment même, la Californie est victime d'une énorme fuite de méthane : des milliers de personnes ont dû quitter leurs logements et plus encore souffrent de problèmes respiratoires.

Les zones de stockage et de raffinage sont, elles aussi, vulnérables et souvent proches des zones d'habitation comme lors de l'explosion de la raffinerie de Feyzin en 1966. La combustion des hydrocarbures a aussi ses « effets secondaires » : particules fines, oxydes d'azote, composés soufrés...

Tous les hydrocarbures participent évidemment à la production de gaz à effet de serre, que ce soit lors de l'extraction (torchères, fuites) ou lors de leur utilisation. C'est sans doute cette pollution, la moins visible, qui est la plus grave, car le réchauffement climatique qu'elle induit peut rendre notre planète inhabitable. En niant, en minimisant, les pétroliers ont fait perdre plus de 10 ans à la lutte pour préserver le climat.

S'il y a une pollution intrinsèque et donc inévitable avec tous les hydrocarbures, les plus gros dégâts sont dus aux industriels qui préfèrent risquer notre environnement plutôt que de réduire leurs profits. Et quand il y a pollution, les collectivités nettoient et payent, avant d'attendre le verdict d'hypothétiques procès...

LA DÉFORESTATION DES FORÊTS TROPICALES S'ACCÉLÈRE

La forêt tropicale, ceinture verte qui entoure la terre, a un rôle majeur dans la régulation du climat. Elle abrite 80 % de la biodiversité et 350 millions d'autochtones, en danger! Les multinationales et notre modèle de consommation occidentale sont en cause.

L'Amazonie brésilienne, la plus importante des forêts tropicales, recule de 10% par an. L'élevage bovin est responsable de 80% de la déforestation, dont 90% – illégale – est assurée par des bandits armés qui terrorisent et chassent les Amérindiens. Le gouvernement brésilien, la Banque mondiale, présentés à la COP21 comme les défenseurs de l'Amazonie, légalisent de fait ces pratiques en reconnaissant leurs droits de propriété! Puis ils investissent dans la filière viande, comme Bertin, n°1 du marché du cuir, de la viande et de la glycérine animale. Le cuir pour Adidas, Nike, Ford, Carrefour, Ikea, la SNCF... ; la viande, pour tous les fast-food du monde; les plats cuisinés pour la grande distribution; la glycérine pour Unilever et les géants de la cosmétique...

De plus, le soja, deuxième responsable de la déforestation, y pousse grâce à Monsanto qui fournit les semences OGM et les pesticides associés! Et les méga barrages GDF Suez détruisent aussi la forêt, empoisonnent et chassent les riverains.

D'ici 2050, si tout cela continue, la forêt amazonienne aura disparu, les peuples autochtones avec... Et le seuil des 2°C aura explosé!

Mafias, corruption et terreur

En Asie du Sud-Est, les forêts tropicales auront disparu à 98% en 2022. En Indonésie, des bûcherons illégaux abattent la forêt, détruisent le gagne-pain des populations et s'attaquent même aux parcs nationaux refuges des orangs-outans. Le terrain dégagé, les multinationales pourront alors y planter des hévéas pour nos pneus, des

eucalyptus pour la pâte à papier, et des palmiers pour nos confiseries et cosmétiques...

Mais la place manque... Alors, tous investissent l'Afrique! Il ne reste que 60% du Bassin du Congo, deuxième forêt tropicale. Depuis 2000, des millions d'hectares sont défrichés – souvent illégalement par des mafieux qui déforestent, trafiquent l'ivoire, alimentent en armes et pots-de-vin bandes armées et dictateurs, terrorisent et chassent les peuples de la forêt! On y retrouve les multinationales du bois, du caoutchouc, de l'huile, avec des plantations de plus en plus gigantesques.

Le saccage de la forêt et de ses habitants, du climat, de la planète, continue. Pour que les multinationales fournissent toujours nos produits « indispensables »... pour leur plus grand profit!



Le profit avance, la forêt recule... DR

ESSAIS CLINIQUES À RENNES Un scandale de plus pour l'industrie pharmaceutique

Depuis dimanche 10 janvier, six hommes de 28 à 49 ans ont été hospitalisés après avoir testé une nouvelle molécule, le BIA 10-2474, principalement pour traiter la douleur et les troubles anxieux.

L'un d'entre eux est mort, quatre ont des troubles neurologiques dus à des lésions sans doute irréversibles, et un sixième, sans symptôme, a été hospitalisé par précaution. Pour le moment, aucune explication claire n'est avancée : réaction immunologique imprévue, toxicité aiguë de la molécule ou de l'excipient, contamination au cours de la fabrication ou de l'administration ? Personne ne sait, et, bien entendu, certains font retomber les torts sur les travailleurs les moins payés de la chaîne et évoquent une erreur de l'infirmière !

De fait, tout est possible, et c'est précisément là le problème : la longue chaîne de production et de fabrication, morcelée par les sous-traitants, éclatée dans différents pays et sous le contrôle d'entreprises privées qui ont tout intérêt à la réussite des tests, est hors de tout contrôle. Un cas d'école de l'absurdité du capitalisme mondialisé qui rend impossible d'attribuer des responsabilités, et donc de rendre justice : le laboratoire BIAL portugais fait conduire des essais cliniques par le laboratoire français Biotrial, prestataire de service, pour tester une molécule produite dans une usine hongroise, sur des travailleurs pauvres et des chômeurs transformés en cobayes à l'hôpital de Rennes.

Un conflit d'intérêts structurel

Le responsable ? Si c'est un problème lié à la molécule, comme une erreur de fabrication, de prescription ou un dysfonctionnement dans l'exécution du protocole d'administration du produit, ou si c'est une erreur dans l'administration du produit, alors la responsabilité de l'établissement qui a commis l'erreur est engagée. Mais il n'y a pas de dédommagement autre que financier qui serait envisagé à ce stade de l'enquête.

L'État ? Pour Marisol Touraine, qui a demandé une « note d'étape » à l'IGAS, il s'agit d'une erreur gravissime, mais surtout rarissime. Aucun problème structurel n'est à chercher, aucun autre essai clinique n'est à arrêter. Tout va bien, c'est un dérapage, ce n'est pas le symptôme d'un mode de production malade... La marchandise ? Il s'agit d'une molécule de la classe des cannabinoïdes. Les recherches sur les substances anandamides ont commencé en 1993, et le laboratoire Sanofi s'est engagé à commercialiser l'Accomplia, une molécule du nom de rimobant censée traiter en même temps l'obésité et le tabagisme, avant de déchanter : elle a été retirée du marché après que les patients avaient développé des tendances suicidaires. Pourquoi cet essai clinique, comme tous les autres essais cliniques, a-t-il été conduit par l'entreprise elle-même, selon le principe d'un conflit d'intérêts structurel, et sans aucun contrôle indépendant qui réduit les contrôles publics à de la figuration ? Et a-t-on vraiment besoin d'une nouvelle molécule dans ces indications, qui bénéficient déjà d'un nombre important de médicaments efficaces ? Les indications mentionnées étaient si vastes qu'on ne peut que se demander si l'objectif n'était pas, purement et simplement, de gagner plus d'argent...

Karim Krebs

Pris la main dans le pot... d'échappement !

Il y a trente ans le nuage radioactif de Tchernobyl devait s'arrêter aux frontières de la France. Il y a trois mois, le scandale Volkswagen ne devait concerner que cette firme automobile allemande. Les mensonges finissent toujours par éclater... Renault, aujourd'hui rattrapé par le scandale, montre que c'est bien toute l'industrie automobile mondialisée qui est frappée.

Il a suffi d'un tract de la CGT-Renault pour que les bourses s'affolent et que l'action Renault perde jeudi dernier 10 % en une seule séance. Dans ce tract dénonçant le manque de moyens et réclamant des embauches, la simple mention de perquisitions faites par la direction générale de la répression des fraudes a provoqué une véritable

panique boursière. Cette descente faisait visiblement suite à des tests menés dans le cadre d'une commission technique indépendante, tests qui montraient que des véhicules Renault émettaient trop de polluants.



Ghosn-Macron : santé et environnement ou profits, ils ont choisi ! DR

Le secret de polichinelle
Derrière ces gros titres, il n'y a là qu'un secret de polichinelle connu de tous les salariés de l'automobile. Les conditions des tests pollution

autres constructeurs font peu ou prou la même chose en optimisant les systèmes de dépollution pour les tests. La nuance est fine...
Le gouvernement au secours de la direction
Face à ces pratiques, le gouvernement s'est empressé de voler au secours de la direction de Renault.

Le gouvernement au secours de la direction
Face à ces pratiques, le gouvernement s'est empressé de voler au secours de la direction de Renault.

Le gouvernement au secours de la direction

Face à ces pratiques, le gouvernement s'est empressé de voler au secours de la direction de Renault. Ségolène Royal jurait la main sur le cœur que Renault n'avait pas fraudé, tandis que le député PS de Paris, Christophe Caresche, accusait la CGT-Renault d'avoir fauté en mettant en cause l'entreprise. De son côté, le secrétaire de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly, ose condamner la communication du syndicat CGT, la qualifiant de « prématurée », alors que l'événement était déjà discuté

sur place par des centaines de salariés. A contrario, le secrétaire de la CGT, Philippe Martinez, ancien salarié de l'ingénierie Renault, a rappelé que « dans l'entreprise, il y a eu de l'émotion de voir des policiers arriver ».

Depuis des années, Renault le savait et a les moyens d'y remédier. C'est ce qu'expliquent les syndicats CGT et SUD des établissements de Lardy et de Guyancourt, là où se conçoivent les nouveaux équipements. Cela aurait voulu dire ou des voitures plus chères ou des profits révisés à la baisse. Mais Renault a choisi l'automne dernier de retourner dans le spectacle du gaspillage et du fric, les courses automobiles de Formule 1 (une dépense d'au moins 500 millions d'euros), de maintenir les 15 millions de salaire de Ghosn, et d'augmenter sans discontinuer depuis 2010 les dividendes des actionnaires.

Pour les salariés, il est temps de passer aux actes !

La direction de Renault a reçu le soutien de Macron qui n'a même pas attendu pour cela le résultat des enquêtes de ses propres services du ministère de l'Économie ! Couvrant des émissions polluantes bien trop élevées en conditions réelles, Macron et Ghosn doivent rendre des comptes aux salariés de l'automobile, ainsi qu'à toute la population. Santé et environnement contre profits, ils ont choisi. Le cirque médiatique que le gouvernement orchestre autour de la COP21, dont Renault était un des sponsors (sic), n'aura donc pas tenu bien longtemps. Face à cette complicité coupable, il faut saisir l'occasion pour revendiquer des embauches, en particulier dans les secteurs de la dépollution. Après la COP21 et le plan d'urgence pour l'emploi, il est temps de passer aux actes. Mais ces actes, ce n'est pas le gouvernement qui est capable de les réaliser, c'est aux salariés de se saisir de ces questions et de les régler eux-mêmes.

Correspondant

PANTIN (93)

Après les violences policières, un comité de vigilance

Un comité de vigilance contre les violences policières a vu le jour à Pantin, à l'issue d'une conférence de presse le 30 décembre, rue Auger, au sujet des événements du 26 décembre 1...

Car le 26 décembre, dans cette même rue de Pantin, Zahra Kraiker, de son domicile, entend « une explosion ». Elle descend précipitamment dans la rue et constate que des jeunes de la cité sont aux prises avec les forces de l'ordre. « Là, on m'apprend que

mon fils Bilal a été arrêté ». La mère, paniquée, essaie de raisonner les policiers et de s'interposer.

C'est que Zahra est inquiète. Une dizaine de jours plus tôt, Bilal a eu maille à partir avec la brigade spécialisée de terrain (BST). Ces BST sont des unités de la direction centrale de la police nationale, créées en août 2010 pour remplacer les unités territoriales de quartier (UTEQ), autrement appelées « police de proximité ». Le 14 décembre, la BST effectuait un contrôle d'identité dans un hall d'immeuble de la Cité Auger. Le contrôle d'identité tourne à l'affrontement, et Bilal reçoit un violent coup aux testicules assené par l'un des policiers, ce qui nécessita une hospitalisation. Dès le

lendemain, Zahra Kraiker déposait une plainte contre les policiers auteurs de ces violences.



Au centre, Zahra Kraiker lors de la conférence de presse. DR

Plainte contre la police

Or, ce 26 décembre, ce sont les mêmes policiers, auteur des violences du 14 décembre contre Bilal, qui sont intervenus. Ces mêmes policiers vont de nouveau user de violence, cette fois-ci contre Zahra, ses deux enfants, et plusieurs

autres mineurs présents dans la cour de l'immeuble. Une résidente de la cité a même pu filmer la scène². Les deux enfants de Zahra et trois autres ont été placés en garde à vue. Zahra a déposé plainte devant l'IGPN, la « police des polices », pour « violences volontaires par personne dépositaire de l'autorité publique ». Les cinq jeunes interpellés ont passé 48 heures en garde à vue puis ont été déferés à Bobigny pour rébellion et violences aggravées sur des personnes dépositaires de l'autorité publique...

Jean-Bernard Gervais

1- https://www.facebook.com/CVCVPP93/info/?tab=page_info
2- https://www.youtube.com/watch?v=gZBYB_hFeic

EDUCATION NATIONALE ----- 26 janvier, nouvelle grève

Les enseignantEs seront à nouveau en grève pour demander l'abrogation de la réforme du collège, dans le cadre de la journée d'action de la fonction publique.

Les raisons pour refuser cette réforme sont toujours d'actualité. Par la réduction drastique des heures d'enseignement disciplinaire, elle va provoquer de nombreuses suppressions de postes, permettant de nouvelles économies substantielles. À l'heure où tombent les moyens d'enseignement (DHG : dotation horaire globale), ces suppressions sont déjà visibles, même si ailleurs le ministère semble temporiser pour faire passer la pilule. Au-delà, c'est le cadre même de toute

l'école existant jusqu'à présent qui va être totalement déréglé. La mise en place des EPI (enseignements pratiques interdisciplinaires), parallèlement à la réforme des nouveaux programmes et de l'évaluation totalement soumise aux « compétences », va éclater tout cadre national de l'éducation et soumettre la scolarité des élèves aux critères locaux d'employabilité. Dans les salles des professeurs, l'opposition à la réforme reste très largement majoritaire. Des prises de position ont

NOTRE-DAME-DES-LANDES

Entre justice de classe et manifestations

L'épreuve de force se poursuit entre le gouvernement et les opposantEs à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Manifestations et blocages se poursuivent dans toute la France, avec en ligne de mire une nouvelle manifestation nationale le samedi 27 février.



A Rennes, on ne voulait pas non plus de l'aéroport ce samedi 16 janvier. DR

Conscient du coût politique d'une intervention policière massive sur la Zad, l'État a choisit la voie judiciaire pour s'attaquer aux opposantEs à l'aéroport. Dans son collimateur, les agriculteurs historiques de la Zad, qui n'entendent pas se faire déloger après 40 ans de lutte.

intersyndical est en gestation... Les mensonges sur l'emploi local permis ou détruit par le projet y seront pour beaucoup. Le tout-répressif d'un Manuel Valls au service du patronat aussi : comment ne pas faire le rapprochement entre la condamnation des Goodyear et la criminalisation du mouvement contre l'aéroport ?

La réponse judiciaire de ce lundi 25 janvier sera un tournant du mouvement, mais n'en sifflera pas la fin : état d'urgence ou pas, les opposantEs appellent déjà à une manifestation nationale le 27 février.

CorrespondantEs

L'actualité du mouvement sur : <http://zad.nadir.org>

Justice politique

Après la manifestation massive du 9 janvier, les opposantEs sont parvenus à rassembler devant le tribunal de Nantes près de 3000 personnes, un matin de semaine, ameutant les médias nationaux et européens.

L'appareil judiciaire est sommé de trancher techniquement un point de blocage politique. En décembre, il avait renvoyé la patate chaude au politique et refusé de juger les expulsions pendant les élections régionales.

Lors du rendu du jugement lundi 25 janvier, il pourrait à nouveau renvoyer au politique. Soit par une QPC (question prioritaire de constitutionnalité) qui oppose droit des expropriations et droits au travail, au logement, etc. ce qui offrirait un débat politique en même temps qu'un délai aux opposants. Soit en acceptant l'expropriation, mais sans la délirante astreinte financière réclamée par Vinci «au nom de l'État», ce qui ouvrirait au gouvernement la possibilité d'une intervention physique des forces de l'ordre...

Unité

En rassemblant dans l'urgence près de 20 000 personnes le samedi 9 janvier, les opposantEs ont su démontrer leur force et leur unité. Alors que le gouvernement avait réussi le 22 février 2015 à déstabiliser le mouvement par une répression massive, la tracto-vélo de novembre dernier a achevé de renouer les liens de confiance entre opposantEs. D'où l'absence de toute provocation, sinon policière, lors du prolongement du blocage par les paysans.

Le succès de cette manifestation a permis aussi de démontrer la vivacité des comités de soutien dans toute la France : une quarantaine de manifestations ont eu lieu, de Lille à l'Ariège, de Brest à Lyon, rassemblant jusqu'à 4000 personnes et tracteurs à Rennes le 16 janvier.

Ça bouge aussi du côté syndical ouvrier : la CGT annonce un débat public tandis qu'un texte

MÉDECINS GÉNÉRALISTES Refusons d'ouvrir la porte aux dépassements d'honoraires

Alors que les dépassements d'honoraires étaient à 93 % cantonnés chez les spécialistes, les deux principaux syndicats de médecins, CSMF et MG France, après la grève contre le tiers-payant, appellent les généralistes à pratiquer des dépassements, à passer de 23 euros (tarif de la convention médicale) à 25 ou 30 euros, non remboursés par la Sécurité sociale...

On connaît la conséquence de l'explosion des dépassements d'honoraires, passés de 900 millions d'euros en 1990 à plus de 2,5 milliards d'euros aujourd'hui, auxquels s'ajoutent les franchises médicales et autres forfaits hospitaliers. 25% des patientEs repoussent ou renoncent aux soins. Les plus précaires, les chômeurs, les femmes isolées, les jeunes, sont les plus touchés par cette santé à deux vitesses. Sur fond de pénurie médicale annoncée, ces dépassements vont aussi freiner l'installation des jeunes médecins dans les quartiers populaires, où les dépassements d'honoraires seront plus difficiles et même interdits pour les patientEs qui ont une CMU.

**Hausse sauvage**

Les syndicats, les associations, doivent appeler la population à refuser cette hausse sauvage des tarifs des généralistes, à 93% en secteur 1, où les dépassements d'honoraires sont interdits. C'est vrai que depuis 5 ans, les consultations n'ont pas augmenté. Mais avec en moyenne 6 200 euros supplémentaires touchés par généraliste – avec la ROSP, la rémunération sur objectif de

santé publique, ou le forfait enfant – les généralistes ont maintenu leur pouvoir d'achat. Mais surtout, s'il est légitime d'aligner les honoraires des généralistes et des spécialistes, cela doit se faire par la convention médicale qui en garantit la prise en charge par la

Sécu, et pas en prenant dans la poche des patients. Et cela doit être associé à un tiers-payant généralisé, géré par la Sécurité sociale, par l'abandon du forfait hospitalier, des franchises médicales et des dépassements d'honoraires... Une promesse de Hollande vite oubliée. Et avancer vers un remboursement à 100% des soins par la Sécurité sociale, pour le droit aux soins pour tous.

Frank Cantaloup

PARIS HABITAT NETTOYAGE Le bras de fer continue

Cela fait maintenant 4 mois que les salariéEs de la société de nettoyage OMS (sous-traitant de Paris Habitat) dans le 20^e arrondissement de Paris, sont en grève contre un patron voyou qui ne répond que par le mépris à des revendications élémentaires et totalement légitimes¹.



OMS : un grand coup de balais sur les patrons voyou du nettoyage! LD

Pendant cette période, le patron a cherché à casser la grève par le mensonge et le harcèlement. Puis, à la dernière minute, alors que la période de médiation ordonnée par le tribunal touchait à sa fin, OMS a fini par lâcher de misérables propositions : une augmentation de 6 euros par mois pour les plus bas salaires, la fourniture de vêtements de travail, la levée de sanctions (complètement illégales!) contre des grévistes et un paiement des jours de grève de 730 euros en moyenne par salarié, ce qui ne couvre même pas un mois de grève! Les grévistes ont décidé de répondre à ce mépris par la poursuite de la grève et une amplification des mobilisations.

Les actions se multiplient

Mercredi 13 janvier, environ 90 personnes, acheminées par 2 cars, se sont retrouvées devant Accor Hôtels Académie à Évry pour un rassemblement très combatif et festif. Le groupe Accor, le plus grand groupe d'hôtellerie en Europe (Sofitel, Mercure, etc.), utilise beaucoup les services de OMS, y compris dans son «académie» (école de formation) à Évry.

Au cœur du rassemblement, il y avait plus de 30 grévistes, avec le soutien de leur syndicat, la CNT Solidarité ouvrière, et de la CGT Hôtels de prestige et économiques, mais aussi de beaucoup de délégués des hôtels qui ont remporté des luttes victorieuses ces derniers temps ainsi que des membres de la CGT Finances publiques, de la CGT Paris Habitat et du NPA.

Deux jours plus tard, un nouveau rassemblement a eu lieu devant l'hôtel Mercure à la gare de Lyon et mercredi 20, une manifestation est prévue entre le siège de Paris Habitat et la Ville de Paris pour que cet organisme public, contrôlé par la mairie de Paris, rompe enfin (!) ses contrats avec OMS.

Suite aux rassemblements, OMS commence à perdre des contrats et s'inquiète d'en perdre encore plus. Pour que les grévistes puissent tenir et gagner ce bras de fer, le soutien financier est crucial. Une victoire dans cette lutte serait aussi une victoire pour tous les salariéEs de ces sociétés voyous dans le nettoyage, à Paris et au-delà. N'hésitez pas à les aider!

Ross Harold

¹ Pour d'autres infos sur la grève, voir nos articles précédent, ainsi que le site [**contre la réforme du collège**](http://www.ulcgt11.fr/Chèques de soutien à Syndicat CNT-Solidarité ouvrière du nettoyage, 4 rue de la Martinique, 75018 Paris (mention «Soutien aux grévistes»)»</p>
</div>
<div data-bbox=)

eu lieu pour condamner les prétendues formations mises en place pour vendre la réforme. Pour tenter de calmer le jeu, les inspecteurs et les chefs d'établissement utilisent la carotte en faisant des promesses mirifiques, prétendant que options et groupes pourront être maintenus en dépit de la réforme, que les EPI pourront n'être mis en place qu'une toute petite partie de l'année... Mais les mêmes n'hésitent pas à utiliser le bâton lorsque les enseignantEs continuent à résister. Ains, les pressions se multiplient pour obliger les enseignantEs à rendre des projets d'EPI... Ainsi, dans l'académie de Grenoble, la rectrice est allée jusqu'à menacer de verser un rapport au dossier des enseignantEs qui

se montraient hostiles à la réforme, et même à ceux qui ne montraient pas assez d'enthousiasme dans les formations!

Contre l'éparpillement et les grèves saute-moutons...

Malheureusement, un mouvement de grève majoritaire dans la durée, à même de défaire le gouvernement, n'a pas vu le jour. La politique de l'intersyndicale, à travers les journées d'action et de grève saute-moutons, y est sans doute pour beaucoup : 9 avril, 19 mai, 11 juin, 17 septembre, 10 octobre... Le 26 janvier, ce sera la sixième journée de grève contre la réforme du collège! Rien n'a été fait pour tenter de faire monter la pression en convoquant des dates de

plus en plus rapprochées. Au contraire, après le 10 octobre, la politique du «grain de sable» décrétée par la direction du SNES, a quelque peu éparpillé le mouvement et renvoyé à l'échelle locale un rapport de forces qui doit rester national. Par ailleurs, peu de choses ont été tentées pour lier le combat des enseignantEs de collège à ceux du lycée ou du primaire. Alors que le 26 janvier pourrait être l'occasion d'unir toutes ces catégories, en liant la lutte contre la réforme du collège et celle pour l'augmentation des salaires, une partie du SNES et de la FSU opposent ces deux motifs de lutte.

LA FIN DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES

MES CHANCES DE DEVENIR MOI AUSSI UN PATRON VOYOU S'ENVOLENT...



CHARMAG

Le 26 janvier, la grève sera sans doute encore massive dans les collèges. Cette grève aura lieu en même temps que tomberont dans les différentes académies les fameuses DHG et les cartes scolaires, qui, pour le premier et le second degré, fixent le nombre de créations et de suppressions de postes. Il s'agit de ne pas gâcher ce potentiel.

Il est important de développer maintenant un plan de bataille, en passant à une nouvelle journée de grève rapprochée, commune au premier et au second degré, en liant la question des salaires, celle des moyens, et celle de la lutte contre la réforme, cela afin de redonner confiance aux collègues dans leur capacité à se coordonner, à gagner et à faire plier le gouvernement.

La commission éducation nationale

Les Nôtres**Adieu,
camarade Annie!**

Ce dimanche 10 janvier notre très chère camarade Annie Allain est décédée des suites d'un cancer généralisé. Une cérémonie d'obsèques a eu lieu vendredi 15 janvier à La Roche-sur-Yon, en Vendée, en présence de nombreux de ses proches...

Originaire du quartier ouvrier des Bati-gnolles à Nantes, Annie avait participé à la fondation du NPA en Vendée, où elle habitait depuis des années. Elle a été membre du Conseil politique national de 2009 à 2010. Jusqu'en juin 2015, c'est-à-dire jusqu'au bout de ses forces, elle a milité au sein du comité de Vendée.

Annie était quelqu'un d'exceptionnel. Du haut de ses 63 ans, elle était pleine d'énergie, et ce malgré une trajectoire personnelle très dure et la pression des conditions de travail affreuses (elle était surveillante de nuit dans une clinique pour handicapés mentaux). Elle avait pris sa tant attendue retraite en janvier 2015.

D'une combativité hors pair, et d'une générosité rare, elle ne voulait pas que sa maladie soit trop connue, pour « ne pas déranger ses camarades qui étaient très occupés ».

D'Annie, nous retiendrons sa grande sensibilité intransigeante, sa capacité à mettre les autres à l'aise, sa façon de tourner brusquement la tête lorsqu'elle se sentait interpellée dans une discussion, ses grands yeux bleus et son regard profond... Le meilleur hommage qu'on puisse lui rendre, c'est de poursuivre le combat révolutionnaire qu'elle avait rejoint à un âge déjà relativement avancé mais avec beaucoup de conviction, de poursuivre le combat pour en finir avec l'exploitation capitaliste qui détruit la santé et la vie des nôtres.

Ses camarades du NPA Vendée

**LE DRAPEAU ROUGE N°8
la revue de RaDaR est sortie****Au sommaire:**

- Une affiche: «1917-1967...», la jeunesse communiste révolutionnaire (1967)
- Chronique de 1936 (8): rôle et action des comités de grève
- Libération du Vietnam: la fuite éperdue des américains en 1975
- Dossier: la grève des délaiteurs à Mazamet en 1909
- 1915: le génocide des Arméniens
- 17 octobre 1961: la journée du sang et de la honte
- Un dessin: «Voilà l'ennemi!» (avril 1937)

7 euros + 1 euro de frais de port à RaDaR, BP 8, 93100 Montreuil

Conseil politique national**La CN présidentielle, c'est parti!**

Le Conseil politique national qui s'est déroulé le week-end dernier avait à son ordre du jour la préparation de la conférence nationale qui se tiendra les 19 et 20 mars pour décider de notre orientation et de notre candidatE pour l'élection présidentielle de 2017.

Il a aussi discuté de la situation politique après les élections régionales, sous l'état d'urgence, et fait le bilan de la mobilisation qui a eu lieu à l'occasion de la COP21.

Urgence sociale et démocratique

La discussion sur la situation politique s'est en fait centrée sur la question de la mise en perspective des différents éléments qui déterminent la situation après les attentats et les régionales pour définir une démarche globale du NPA, avec en toile de fond le débat qui devait suivre sur notre orientation pour la présidentielle.

Si nous partageons de nombreux points de convergence, des divergences se formulent sur la façon dont nous envisageons la place et le rôle du NPA. L'appréciation de la politique du gouvernement, l'évolution accentuée vers un État fort comme instrument de l'offensive contre les travailleurs et la population, la droitisation des forces politiques institutionnelles qui nourrit le FN, la dénonciation de la guerre, ou la solidarité avec les migrantEs, la lutte contre le racisme, sont des points d'analyse communs qui nous réunissent dans nos interventions...

Face à cette offensive réactionnaire, il s'agit de décréter l'état d'urgence sociale et démocratique, pour que la colère sociale s'exprime malgré les mesures d'intimidation et la répression comme celle qui vient brutalement de frapper les Goodyear. La journée du 26 janvier, où les fonctionnaires sont appelés à la grève, en sera l'occasion.

La résolution majoritaire souligne l'idée que, face à l'effondrement de la gauche, à la désagrégation du Front de gauche, il est indispensable de «rassembler les anticapitalistes et les révolutionnaires autour d'une stratégie claire.» La nouvelle représentation des classes exploitées que nous cherchons à



PHOTO THÈQUE ROUGE / ALICE D.

construire passe par la construction d'un «parti des travailleurs, anticapitaliste et révolutionnaire, regroupant des militants issus de traditions diverses, (...) en particulier en nous adressant à Lutte ouvrière, à Alternative libertaire, et à d'autres organisations qui se situent sur le terrain des idées révolutionnaires.» La motion minoritaire insiste sur l'idée que cette représentation politique ne peut naître que des convergences au sein du mouvement social, dans les mobilisations et les luttes contre le gouvernement, et que le NPA doit en être le moteur.

Une nouvelle génération

Pour des camarades, si la mobilisation à l'occasion de la COP21, mascarade qui n'a débouché sur rien de tangible, a été un moment important, le NPA n'a pas su réellement s'approprier cette question. D'autres ont souligné l'importance de ne pas se contenter de construire la mobilisation mais d'y intervenir pour y défendre nos idées.

À travers ces mobilisations, une nouvelle génération se mobilise et se politise, autour de la question du climat mais aussi de la résistance contre les grands projets inutiles (Notre-Dame-des-Landes, Sivens, Bure, No TAV, etc.). La dernière manifestation contre l'offensive gouvernementale contre Notre-Dame-des-Landes en est l'illustration. Le lien avec la question sociale est illustré par l'affaire Renault qui montre que la question écologique s'invite partout et que les organisations ouvrières ne peuvent l'ignorer.

Trois plateformes pour la CN

La discussion autour de la préparation de la conférence nationale s'est déroulée dans la continuité du débat sur la situation politique, autour des mêmes divergences de fond. Cela a abouti à la constitution de 3 plateformes: la plateforme A autour du texte «Pour une candidature du NPA pour la présidentielle de 2017» (36 voix), la B autour du

texte «Rassembler le NPA dans une campagne anticapitaliste» (13 voix), et la C autour du texte «Une candidature du NPA pour construire une représentation de tous les exploités et les opprimés» (31 voix).

Et une commission a été élue pour discuter des modalités de désignation de notre candidatE.

Par ailleurs, le CPN a adopté une motion sur l'organisation d'un week-end féministe et le renouvellement de la commission nationale d'intervention féministe. Il a fait le bilan de la souscription, bonne mais en deçà de nos objectifs, ce qui nous oblige à poursuivre une politique de restriction budgétaire... Avec ce CPN, la perspective de rassembler nos forces pour nous donner les moyens de faire face aux échéances à venir, pas seulement sur le terrain électoral, prend forme. À travers les discussions pour la CN de mars, l'enjeu est d'engager une véritable dynamique.

Yvan Lemaître

En campagne**Naissance du collectif
«Contre la guerre»**

La salle Varlin de la Bourse du travail de Paris s'est révélée bien trop petite ce vendredi 15 janvier pour accueillir les plus de 200 personnes venues participer à la rencontre-débat sur la nécessité de développer la mobilisation contre la guerre.

Convoquée par les signataires de la tribune «A qui sert leur guerre?», cette réunion était au départ prévue le 15 décembre et reportée en raison d'autres initiatives contre l'état d'urgence et la déchéance de nationalité. L'introduction de Christine Delphy donnait l'ensemble des éléments d'analyse de la situation, reliant

parfaitement les aspects de la politique extérieure guerrière de la France à la politique intérieure faite de répression, de racisme, d'islamophobie... Christine nous rappelle que dans la foulée des attentats: «Certes, on ne peut pas effacer complètement les mots que l'un des témoins de l'attaque du Bataclan a entendu prononcer par un assaillant: «Nous sommes

ici pour venger les gens que vous tuez en Syrie». Mais ce propos ne donne lieu à aucun commentaire, ni d'un politique ni d'un journaliste. Un propos de barbare n'est pas une parole, c'est un son inarticulé, un grognement de bête, un bruit.»

Construire des collectifs locaux

Les multiples interventions qui ont suivi ont toutes souligné l'impossibilité de dissocier ces deux visages de la politique du gouvernement. Beaucoup d'associations, de militantEs antiracistes, syndicalistes se sont succédé ainsi que le Mouvement de la Paix et Droits devant. Avec un

éventail politique allant d'Ensemble à Alternative libertaire en passant par le NPA et le PCOF, et en l'absence des organisations syndicales, la structuration de ce mouvement devient la clef de son développement.

Un collectif national est né. Il répond manifestement à une demande politique forte. Reste à construire des collectifs locaux pour élargir, enraciner le mouvement. D'ores et déjà le Collectif sera présent à la manifestation du 30 janvier contre l'état d'urgence et la déchéance de nationalité, et une nouvelle réunion est prévue le 3 février.

Robert Pelletier

Roman

Terminus radieux

Antoine Volodine, Points, 2015, 8,60 euros

La Seconde Union soviétique s'est effondrée. Tout avait pourtant bien commencé. Tirant les leçons du stalinisme, ce nouvel État ouvrier avait su empêcher les dérives bureaucratiques en développant la démocratie prolétarienne et l'auto-organisation...

La révolution mondiale avait été sur le point de triompher. Seule erreur : la décision d'installer de petits réacteurs nucléaires dans chaque kolkhoze pour permettre à toutes les communautés, même les plus reculées, de s'autogérer. Ces réacteurs n'ont pas résisté à l'usure du temps, les accidents à répétition ont provoqué la désagrégation de la Seconde Union soviétique, et les « Blancs » ont repris le dessus. Désormais, seule une poignée de camarades survit encore (à peine...) dans les territoires les plus irradiés de Sibérie. Trois rescapés de l'armée rouge défaite cherchent refuge dans ces steppes inhospitalières. Ils y croisent un convoi ferroviaire fantomatique qui sillonne le pays à la recherche de

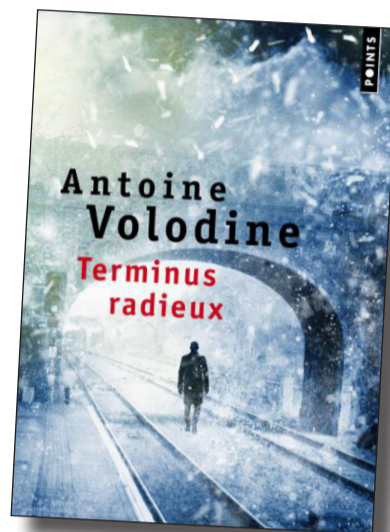
camps à l'attrait irrésistible. L'un d'entre eux, Kronauer, finit par arriver au kolkhoze « Terminus radieux ». Il découvre alors peu à peu une micro-société déchirée entre la fidélité au passé bolchévique, les dérives anarchisantes et la tentation du chamanisme. Il y fréquente notamment Mémé Oudgoul, militante de la première heure reconvertie en liquidatrice du réacteur en fusion, le cruel Solovieï, chef inamovible du kolkhoze, et ses trois filles qui sont poursuivies par leur père jusque dans leurs rêves. Plus tard, il reprendra son errance.

Une rêverie sur l'avenir de la révolution mondiale

Cet ancien front pionnier du communisme, en état de décomposition avancé, s'insère dans l'esthétique

du roman « post-exotique » élaborée par Volodine au fil de ses livres. Seul auteur connu de ce genre nouveau, celui-ci n'hésite pas à s'inventer des comparses qui sont à la fois conteurEs ou chanteurEs (aux œuvres récitées et recopiées par Mémé Oudgoul) et personnages de ses propres fictions – dynamitant ainsi la figure même de l'auteur qui écrase de sa légitimité culturelle les récits des dominés et des exploités. L'oscillation fantastique entre réalité, rêve et cauchemar, le flou des repères spatio-temporels, invitent le lecteur à rester vigilant ou à se laisser berner : que se passe-t-il vraiment, qu'est-ce qui relève de l'hallucination ? Enfin, les effets de collage, de polyphonie, tendent vers une totalisation dialectique de la fiction (ou de la réalité ?) dans ses contradictions : oppression et émancipation, construction et décomposition, révolution et contre-révolution. Autant de tensions qui répondent à l'esprit de notre temps ! Pour les anticapitalistes et les révolutionnaires

convaincus, ce chef-d'œuvre permet donc de prendre un peu de recul par rapport au militantisme quotidien, de s'élever au delà des inévitables routines et déceptions, vers une rêverie sur l'avenir de la révolution mondiale... Pour tous les autres amateurEs de romans, il ouvre une



nouvelle voie d'accès à la culture anticapitaliste et révolutionnaire. Un grand livre à découvrir et à faire découvrir.
Victor Müller

Essai

Hold-up sur le climat. Comment le système alimentaire est responsable du changement climatique et ce que nous pouvons faire

GRAIN, Coédition CETIM et GRAIN, 2015, 10 euros

Malgré son titre principal qui ne met pas assez en évidence la spécificité du contenu, ce recueil de textes publiés depuis trois ans par GRAIN, une ONG internationale qui soutient la lutte des paysans et des mouvements sociaux pour renforcer le contrôle des communautés sur des systèmes alimentaires fondés sur la biodiversité. Le sous-titre dit déjà toute l'importance du sujet. Le système alimentaire est responsable de 44 à 57% des émissions de gaz à effet de serre. Pourquoi ? Parce que le système n'est pas fait pour nourrir, il est fait pour gagner de l'argent, donc déforestation, engrais, transformation, transports,

congélation, rebus de la moitié des denrées produites... ne sont pas des valeurs négatives dans les calculs des capitalistes ! L'ouvrage dénonce bien sûr les exactions de l'agro-business multinational qui détruit le climat, chasse les petits paysans de leur terre. Aujourd'hui, il est courant d'entendre dire que les petits producteurs produisent la majorité de l'alimentation mondiale. Mais combien d'entre nous se rendent compte qu'ils le font avec moins d'un quart de la superficie agricole mondiale, et que cette part, déjà maigre, se réduit comme peau de chagrin ? « Si les petits producteurs continuent à perdre l'essence même de leur existence, le monde perdra



sa capacité à se nourrir ». GRAIN développe ses solutions, qui sont les nôtres : agriculture locale, lente, propre, familiale, souveraineté alimentaire des pays, réduction urgente de l'élevage, notamment bovin et en priorité de l'élevage industriel. Un chapitre est tout particulièrement passionnant, « Ces accords commerciaux qui dopent le changement climatique », sur les accords existants ou en négociations (toujours secrètes) – CETA, FTAAP, TISA, TAFTA, TPPA, RCEP – qui contredisent totalement les autres accords – COP21 ou autres – et qui institutionnalisent ce système délétère.
Catherine Segala

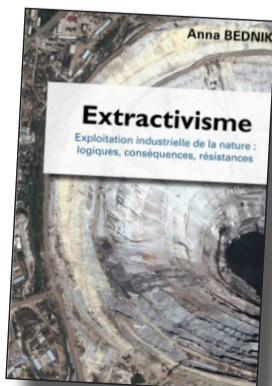
Essai

Extractivisme. Exploitation industrielle de la nature : logiques, conséquences, résistances

Anna Bednik, éditions Le Passager clandestin, 2016, 18 euros

Si le capitalisme est exploitation et profit, il est tout aussi essentiellement le règne de la marchandise. Après l'essor de la civilisation thermo-industrielle, à l'étape du capitalisme mondialisé, la production de marchandises est exponentielle. C'est en ce sens que le mot « productivisme » est totalement approprié. Dans ce processus de fuite en avant, la nature sous toutes ses formes – terres, eau, forêts, sous-sol (énergies fossiles, métaux), mer – et sur la planète entière sont également exploitées. L'emballage de la production de marchandises s'accompagne d'un

accroissement lui aussi exponentiel de l'activité extractive : la consommation mondiale des « ressources »



est passée de 6 milliards de tonnes en 1900 à 49 en 2000, à 59 en 2011. C'est cela qu'Anna Bednik, journaliste indépendante (elle collabore notamment au Monde diplomatique et à la revue Mouvements) et militante de l'écologie radicale, étudie dans ce livre solidement documenté et désigné comme « extractivisme ». Son travail se situe dans une démarche proche de celle de N. Klein : enquêtes de terrain (surtout en Amérique latine et en France), réflexion générale historique, économique, écologique. Politique aussi lorsqu'elle regarde de près les nombreuses luttes qui se déploient sur ces enjeux. L'auteure reprend à

plusieurs reprises à son compte le concept d'« anthropocène ». Le chapitre sur le « mirage d'une croissance dématérialisée » est particulièrement intéressant, et pourrait constituer à lui seul une incitation à se plonger dans l'ouvrage pour les marxistes réticents à se placer dans la perspective de l'écocapitalisme : certains malentendus pourraient même être levés... Après la COP21, à l'heure où le combat pour laisser sous terre 80% des réserves d'énergies fossiles doit se renforcer, voilà une bonne contribution pour étayer l'activité militante.
Fernand Beckrich

Cinéma

La fille du patron

de Olivier Loustau, avec Christa Théret, Olivier Loustau et Florence Thomassin. Sortie le mercredi 6 janvier

Parfois le cinéma réaliste français réussit à nous parler d'autre chose que des soucis existentiels des bien nés... Ici, les héros ne sont pas journalistes, avocats ou médecins. Ils ne cherchent pas leur chat angora dans le 16^e arrondissement de Paris. Ils travaillent tous chez Tricot, une usine de textile. Ils travaillent en 3x8 et s'ils cherchent quelque chose, c'est la bagarre...



L'histoire est assez simple : la fille du patron des usines Tricot, après de brillantes études, vient travailler comme ergonome (avec des méthodes et des discours quelque peu fantaisistes d'ailleurs...) dans l'usine de son père. Elle va prendre pour cobaye, Vital, un chef d'équipe de 15 ans son aîné. Patatras, les héros s'embrassent et finissent tout nus dans le même lit. Mais derrière cette romance socialement improbable, c'est la vie d'un groupe d'ouvriers qui est décrite, à travers des scènes, assez rares au cinéma, de travailleurs du textile au travail, qui règlent leur machine, les alimentent en fil... Il y a aussi les femmes, les ouvrières de cette même usine, qui font bloc pour se défendre entre elles, et en premier lieu celle trompée par Vital, le héros du film. Le film montre les débats et les conflits avec la hiérarchie et les difficultés que rencontre cette PME familiale, que le patron peine à se résoudre de vendre.

Ce groupe d'ouvriers, on le retrouve en dehors de l'usine, sur le terrain. Car l'équipe de l'usine arrive dans les phases finales d'un championnat de France de rugby inter-entreprises.

Ce qu'il y a de rare dans ce film, ce sont les corps des héros. Des corps abimés par le travail et par la vie. Des gras, des gros, des tordus, des blessés. Et puis il y a aussi la diversité du monde du travail. Des blacks, des beurs... Et leur combat, ensemble sur le terrain, semble incarner celui qui s'annonce dans l'entreprise. On est évidemment tenté de comparer ce cinéma à celui de Ken Loach, tant ils sont peu nombreux à filmer les prolés, le monde du travail ou les immigrés. Mais cette comparaison, un peu plombante, ne rendrait pas justice à ce (premier) film qui trace sa propre voie, sans tendre vers la démonstration politique trop évidente.
Pierre Baton

Beijing Stories

de Song Peng-Fei, avec Ying Ze, Luo Wenjie et Zhao Fuyu. Sortie mercredi 6 janvier 2016

« Est-ce ainsi que les hommes vivent ? », la formule se trouve dans un poème d'Aragon, chanté notamment par Léo Ferré. Est-ce ainsi que les hommes (et les femmes) vivent dans la Chine d'aujourd'hui ? Et pas dans une campagne lointaine mais à Pékin (Beijing). Trois destins se croisent. Deux des personnages vivent dans des logements souterrains obscurs, bas de plafond, sans vrais sanitaires, et inondés en cas de pluies trop importantes. Comme le dit Peng-Fei dans une interview : « Sous les pieds de la florissante capitale moderne existe un autre espace où vit une autre population. »



Xio Yun, une jeune fille, ne veut pas rester une danseuse de bar : elle aspire à toute force à travailler dans un bureau. Yong Le vit en récupérant ce qu'il peut trouver dans les maisons promises à la destruction. La famille Jin a une maison : autour d'elle, tout a été démolit et les Jin espèrent donc revendre leur terrain à bon prix aux promoteurs qui vont aménager la zone, et pouvoir alors s'installer ailleurs. Ils survivent en attendant et s'endettent. Les personnages se rencontrent et se perdent après des moments de solidarité. Les opérations immobilières, les démolitions, les logements remodelent la ville en permanence. À voir.
Henri Wilno

« La colère, ça fait partie de la vie. C'est indispensable à la survie »

Entretien. Après le jugement rendu contre les 8 de Goodyear, dans un contexte de criminalisation du mouvement social, nous avons rencontré **Xavier Mathieu, ex-salarié de Continental et animateur de la lutte contre le fermeture de l'usine de Clairoux.**



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

Quelle est ton analyse de la condamnation des huit ex-salariés de Goodyear ?

Ce jugement s'inscrit dans la logique des poursuites contre ceux d'Air France, dans la logique de la politique répressive du gouvernement Hollande-Valls. En effet, c'est le parquet, c'est-à-dire l'État, qui a engagé les poursuites contre les syndicalistes de Goodyear. Dans le même contexte, nous, ceux de Conti, nous aurions été lourdement condamnés pour le saccage de la sous-préfecture.

Pour les politiciens, avec le soutien actif des médias, il faut faire un exemple. À l'opposé, aucun patron n'a jamais été condamné à des peines de prison pour des accidents du travail même mortels, alors que c'est prévu dans la loi. La différence c'est que nous, c'était sous Sarkozy, et que là, c'est sous un gouvernement de « gauche »...

Ceux qui devraient être condamnés, ce sont les patrons comme ceux de Continental, pour lesquels la justice a estimé que la fermeture de l'usine n'était pas économiquement justifiée. Nous avons un président qui avait fait de la finance son ennemi... et a placé au ministère de l'Économie un ancien de la banque Rothschild et nommé comme Premier ministre celui qui a fait le moins de voix à la primaire du PS et qui avait pu déclarer, déambulant dans une brocante, « Belle image de la ville d'Évry... », demandant à la personne qui l'accompagnait : « Tu me mets quelques Blancs, quelques white, quelques blancs »...

Le gouvernement préfère faire des cadeaux aux patrons et réprimer ceux qui luttent. Il préfère donner les 40 milliards du CICE aux patrons plutôt que de créer directement des emplois dans la fonction publique. Chez Goodyear, on peut imaginer que le gouvernement s'était engagé auprès de la direction à des poursuites... malgré l'accord de fin de conflit dans lequel la direction de Goodyear s'engageait à renoncer aux poursuites.

Après les poursuites ou les condamnations contre des manifestants de Notre-Dame-des-Landes, des salariés d'EDF-GDF, d'Air France, de Goodyear, d'Attac Marseille, de Ford, un pas est-il franchi dans la criminalisation du mouvement social, du mouvement syndical ?

Sous prétexte de lutte contre le terrorisme, ils mettent en place l'état d'urgence avec des flics, des caméras partout. Mais tout ça ne sert à rien contre ceux qu'ils prétendent empêcher d'agir. Le gouvernement dénonce les violences des syndicalistes mais lui fait la guerre, la vraie guerre, aux populations avec des milliers de femmes, d'enfants tués. C'est vraiment d'un cynisme insupportable de faire passer une chemise arrachée ou la retenue

30 heures de deux cadres nourris, désaltérés, pouvant accéder aux toilettes, pour des violences inacceptables. En fait il s'agit de décourager les mobilisations, alors que pendant ce temps les employeurs qui eux licencient abusivement, illégalement, vont pouvoir provisionner le « coût » pour des licenciements plafonnés.

« Coup de folie », « pétage de plomb », ou pour Lepaon « pas dans les habitudes de la CGT »... La violence des salariés est-elle légitime ou doit-on toujours avoir l'air de s'excuser, de regretter ?

Moi je ne pense pas m'être excusé de quoi que ce soit. C'est vrai qu'on est amené à expliquer, justifier les réactions violentes, dans certaines situations. D'ailleurs beaucoup de salariés, même parmi les Conti, quelques mois avant la grève et même au début de la lutte, auraient pu condamner de telles violences. Mais quand on est soi-même dans de telles situations, on assume complètement de telles réactions. Les médias, les politiciens qui commentent, critiquent ces actions, n'ont jamais été dans de telles situations.

En fait, c'est même un miracle que les salariés acceptent les conditions qu'on leur fait, la violence que représente la

suppression de nos boulots, de nos moyens de vivre. En France depuis des années il n'y a pas eu d'actes de violence ouvrière malgré les attaques subies, les conditions de travail dégradées, les suppressions d'emplois, les usines fermées, les vies démolies. La colère, ça fait partie de la vie, c'est un réflexe. C'est indispensable à la survie.

Plus de 100 000 signatures de la pétition « Goodyear », de nombreux témoignages de soutien, la CGT qui appelle à la création de comités unitaires contre la répression. Comment vois-tu la construction de la riposte ?

Bon, les pétitions, on en connaît les limites. Celle contre le Tafta qui a recueilli plus d'un million de signatures a fini à la poubelle. Nous, les Conti, quand on a reçu nos convocations au commissariat de Creil, on a fait une AG devant l'usine et on s'est retrouvé à quelques centaines devant le commissariat. Et à chaque fois qu'on était convoqué devant un tribunal, on appelait à un rassemblement. Il n'y a que la mobilisation, que les gens dans la rue, qui peuvent les faire reculer. Il n'y a que la solidarité à la base qui va. J'espère bien sûr que la CGT va appeler à une immense manifestation à Amiens le jour du procès des Goodyear.

Le bilan de la violence patronale chez Goodyear, c'est que 750 d'entre eux n'ont toujours pas trouvé de travail, 70 sont en CDI, 80 ont créé leur entreprise, une trentaine en CDD supérieur à 6 mois, une trentaine en intérim, à peu près 140 départs en retraite, et 9 décès. Qu'en est-il pour les Conti ?

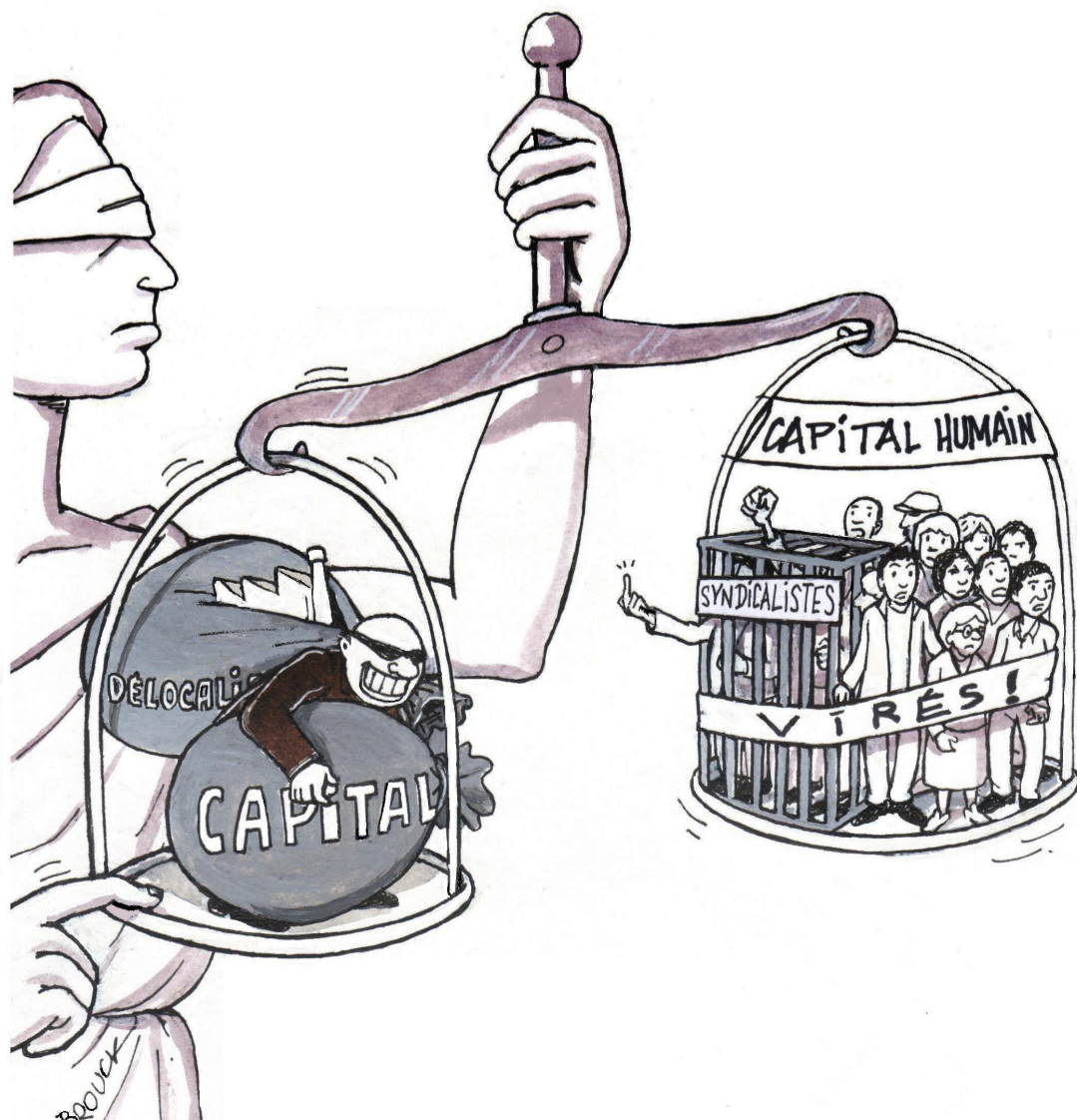
Entre 400 et 500 ex-Conti au chômage, plus de 250 divorces depuis la fermeture du site, et deux suicides... L'employeur ne fait pas face à son obligation de reclassement prévue par la loi pour tous les salariés et donc devrait être poursuivi pour non-respect de cette l'obligation de reclassement.

T'as gagné un an, deux ans, de quoi payer ta maison, mais après ? Quoi qu'il arrive, les salariés, les pauvres, ils perdent. Les patrons eux, même quand ils perdent, ils gagnent... Pour ceux de Continental, ils auraient dû nous payer, tous, jusqu'à l'âge de la retraite, jusqu'à 62 ans... C'est ça le vrai préjudice.

Ils n'avaient pas le droit de fermer l'usine. Ils ont été jugés pour ça et condamnés à nous payer un an ou deux ans de salaire... Un vrai gouvernement, vraiment socialiste, devrait faire que les vrais coupables soient vraiment condamnés. Ça serait cela la vraie justice.

Propos recueillis par Robert Pelletier

L'image de la semaine



Vu ailleurs



LA DURE LOI DES MULTINATIONALES...

Le 6 novembre dernier, Barack Obama a annoncé l'abandon de la construction de l'oléoduc Keystone XL. Porté par le consortium TransCanada, ce long oléoduc de 1900 kilomètres devait transporter le pétrole issu des champs de sables bitumineux de l'Alberta jusque dans le Golfe du Mexique. Deux mois après cette décision, dans un communiqué daté du 6 janvier, l'entreprise canadienne TransCanada annonce son intention de poursuivre l'État fédéral américain devant un tribunal arbitral. TransCanada réclame 15 milliards de dollars US de compensation, pour ce qu'elle considère être une violation des obligations prévues par l'accord de libre-échange nord-américain (Aléna).

L'entreprise soutient que le rejet du projet est « arbitraire et injustifié », et que la décision ultime de refuser le permis a été motivée par des considérations politiques et non par l'évaluation du projet lui-même. (...) TransCanada affiche son intention de déposer une requête devant un tribunal arbitral en vertu du chapitre 11 de l'Aléna. Ce chapitre établit un dispositif permettant aux entreprises étrangères de porter plainte contre un État ou une collectivité territoriale, dès lors qu'une décision publique menace ses intérêts. Cette même procédure permet à l'entreprise canadienne Lone Pine ressources d'utiliser une de ses filiales américaines pour attaquer le moratoire existant au Québec contre l'utilisation de la fracturation hydraulique.

TransCanada a par ailleurs initié un recours juridique parallèle contre le gouvernement Obama, auprès d'une cour fédérale au Texas. L'entreprise estime que le refus du Président d'accorder le permis de construire de l'oléoduc excède les pouvoirs définis par la Constitution américaine. « La compagnie aura ainsi le privilège de choisir la décision qui lui sera la plus avantageuse, droit dont nul autre citoyen ou entreprise nationale ne peut jouir », relève le Collectif Stop Tafta dans un communiqué. Sur 514 différends connus fin 2012 entre investisseurs et États, les entreprises ont été victorieuses, en tout ou partie de leurs poursuites, dans 58% des cas.

Les plaintes déposées par TransCanada confirment les inquiétudes des mouvements sociaux et citoyens. Ceux-ci alertent les responsables politiques sur les dispositions similaires prévues dans l'accord entre l'Union européenne et le Canada (Ceta) et l'accord entre l'UE et les États-Unis (Tafta). (...)

« Une multinationale réclame 15 milliards de dollars suite à l'abandon d'un projet d'oléoduc », Sophie Chapelle, Bastamag, mardi 12 janvier 2016

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43ZZZ54755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org